

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ACTION DIPLOMATIQUE

de la ROUMANIE

pendant la guerre

THÈSES POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

présentée et soutenue le Lundi 13 Mars 1922, à 4 heures

PAR

CONSTANTIN MINESCO

Président : G. de LAPRADELLE, Professeur

Suffragants { *M. BASDEVANT, Professeur*
M. GIDEL, Agrégé

PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE

46, RUE JACOB, 46

1922

L'ACTION DIPLOMATIQUE

de la

Roumanie pendant la guerre

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ACTION DIPLOMATIQUE

de la ROUMANIE

pendant la guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

présentée et soutenue le Lundi 13 Mars 1922, à 4 heures

PAR

CONSTANTIN MINESCO



Président : G. de LAPRADELLE, Professeur

Suffragants { *M. BASDEVANT, Professeur*
M. GIDEL, Agrégé

PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE

46, RUE JACOB, 46

1922

INTRODUCTION

Le territoire de la Roumanie actuelle est appelé couramment, dans la presse étrangère, celui de la « *Grande Roumanie* ». L'expression est utile, car elle est en opposition avec l'ancien royaume de Roumanie; pourtant nous croyons que la Roumanie actuelle est l'Etat national des Roumains et nous aimerions voir disparaître cette expression, qui nous rappelle les visées impérialistes de certains états. Or la Roumanie actuelle n'est ni grande, ni petite ¹⁾, elle est l'Etat national formé par 16 millions de Roumains, sur le territoire historiquement connu sous le nom de « *Dacia Felix Trajana* ».

Les Roumains sont les héritiers, sans contestation possible, du territoire colonisé et civilisé par leurs ancêtres romains et leurs droits imprescriptibles sont inscrits sur la *colonne Trajane* à Rome, sur les pierres des monuments élevés par les romains à tout endroit de leur pays, sur les grandes routes romaines, sur la carte de l'empire romain de Sévère (193—211 après J.-C.) découverte par Peutinger.

¹⁾ 290.000 kilomètres carrés, c'est à dire plus de la moitié de la France.

Quel autre pays pourrait prétendre avec des titres plus anciens et plus probants à l'héritage de ses ancêtres? Les barbares qui se sont convertis à la civilisation romaine? Certainement non!

Les paysans roumains ont conservé, du point de vue anthropologique, le caractère latin, malgré les Slaves, les Hongrois, les Bulgares et les Turcs qui les entourent et qui, bien des fois, ont envahi leurs riches territoires.

Qui n'est pas venu à travers les siècles, piller les fruits des durs travaux agricoles, accomplis par ces paisibles paysans? Les pays riches ont toujours été attaqués par les barbares guerriers!

La langue roumaine, malgré les influences subies par la religion ou le commerce avec des voisins de toutes les races, est restée toute aussi latine que la langue française ou italienne.

C'est maintenant, après avoir lutté des siècles, après avoir été le rempart avancé de la civilisation latine en Orient, que la mission de la Roumanie pourra s'accomplir, espérons-le, tranquillement.

C'est maintenant que tous les Roumains, réunis autour d'un grand roi, qui a compris si bien sa mission historique et qui né loin de la Roumanie est devenu le meilleur Roumain, pourront payer leur tribut à la civilisation.

Les quatres universités roumaines (Bucarest, Jassy, Cernauti et Cluj), dont trois déjà anciennes, *sont la plus belle parure de la Roumanie actuelle et sont une preuve de son amour de paix et civilisation.*

CHAPITRE PREMIER

Aperçu historique sur les Roumains.

L'attitude politique et l'action diplomatique de la Roumanie pendant la guerre mondiale, est la résultante des faits historiques et nous donnerons un aperçu au lecteur, sur l'origine du peuple roumain et des conditions dans lesquelles ce peuple a vécu jusqu'à la guerre mondiale, qui lui a permis de réaliser son unité nationale.

Les Roumains, après leur campagne de 101—104 après J.-C., conduite par l'empereur Trajan, ont conquis le pays des Daces et des Scythes, pays limité par le Theis, le Nistre, le Danube et la Mer Noire (Pontus Euxinus).

La nouvelle province romaine fut connue dans l'histoire, sous le nom de : *Dacia Felix Trajana*. Elle était dès ces temps d'une richesse, qui attirait toutes les convoitises sur elle.

Les légions roumaines (la V^e de Macédoine et la XIII^e Gemina) eurent toutes les peines pour défendre cette pro-

vince, jusqu'à la fin du III^e siècle; quand les armées romaines quittèrent cette province et pour empêcher les barbares de les suivre, détruisèrent le pont construit sur le Danube à Drubetis ¹⁾, la gloire du constructeur Apolodor et dont les ruines sont visibles aujourd'hui même.

La population civile, les colons, les anciens légionnaires, devenus propriétaires — et l'amour de la terre chez les Roumains est connu — subirent les invasions des barbares bien des siècles, mais n'ont jamais quitté leurs terre, comme d'aucuns l'ont prétendu.

Au IX^e siècle l'invasion des barbares cessa, et commença la formation des petites principautés roumaines, dont quelques unes de Transylvanie durent reconnaître la suzeraineté des Hongrois, peuple de race mongole arrivé bien tard dans ces parages. Pourtant les Roumains gardaient leurs princes, leur roi et leur religion.

Les principautés roumaines d'après le mouvement général de l'histoire, devaient finir, dans le XIII^e siècle, par la création de deux Etats plus puissants, la *Moldavie* ²⁾ et la *Valachie* ³⁾.

Ces deux Etats se sont développés normalement jusqu'à l'arrivée des Turcs en Europe, qui après avoir détruit et occupé l'empire d'Orient, commencent leur campagnes à travers les pays chrétiens, pour arriver (1688) jusqu'aux portes de Vienne.

¹⁾ Aujourd'hui Turnu Severin.

²⁾ Qui comprenait : la Moldavie, Bucovine et la Bessarabie.

³⁾ Qui comprenait : la Valachie, Dobrodja, Banat et une partie de la Transylvanie.

Tous les princes chrétiens roumains, serbes, polons, hongrois, ont lutté côte à côte contre les infidèles, oubliant leur querelles, devant le danger commun.

Vienne fut sauvée avec le concours du roi chrétien et polonais Jean Sobieski, ce qui n'empêcha un peu plus tard, l'impératrice Marie-Thérèse, de verser de factices larmes, à l'occasion du partage de la Pologne.

Parmi les princes roumains célèbres par leurs faits d'armes contre les Turcs, les Polons, les Hongrois et les Tartares, nous remarquons *Etienne le Grand* (prince de Moldavie 1457-1504), appelé par le pape l'athlète de Christ et qui fut indomptable devant les Turcs et à côté de lui *Michel le Brave* (1593-1601) prince de Valachie, qui eût le grand mérite, non seulement parce qu'il eut des succès envers les infidèles (Turcs), *masi parce qu'il réalisa l'union de tous les pays roumains sous son sceptre (Moldavie et Transylvanie) et montra de cette manière l'idéal national et politique des Roumains.*

L'empereur Rodolphe II de l'Autriche reçoit à sa cour avec des grands honneurs ce prince et lui parle de mariage avec une archiduchesse catholique. La religion s'oppose et on peut dire que si la religion garda l'âme roumaine pure, bien des fois au cours de l'histoire, les meilleures combinaisons politiques durent céder le pas à la rigueur de ce principe: *Les princes roumains sont orthodoxes, toujours orthodoxes!*

Michel le Brave fut assassiné par les agents du général hongrois Basta, qui était en sous-ordres dans ses armées. *Passion politique sans doute! L'empereur de Vienne ne bougea pas pour punir l'assassin!*

Mais les grands princes, comme ceux-là, sont rares dans l'histoire. Ceux qui ont suivi devant la force croissante, dans son apogée, des Turcs, deviennent les vassaux des sultans.

Les Turcs, avides des richesses, pour mieux exploiter les principautés roumaines, envoient à Bucarest et Jassy des princes grecs, la canaille de Constantinople (quartier du Fanar), connus dans l'histoire sous le nom de princes fanariotes. Ces princes devaient exploiter ignominieusement les paysans roumains, pour se faire une fortune personnelle, car ils étaient changés très souvent, et pour faire des « *cadeaux* » à toutes les personnalités turques !

Les Turcs, liés par des traités à respecter l'intégrité du territoire des principautés roumaines, ont « *corrigé* » les frontières et cédé tour à tour, la Bucovine (1774) à l'Autriche et la Bessarabie (1812) à la Russie.

Si les principautés roumaines ont échappé à un partage comme la Pologne, c'est seulement parce que les hommes politiques roumains des temps passés, ont su manœuvrer, de sorte que les rivalités entre l'Autriche, la Russie et la Turquie n'ont jamais pu s'accorder pour un partage. Chacune de ces grandes puissances désirait avoir le tout pour elle seule !



La révolution nationale de 1821 conduite, par le pandour Tudor (qui est en étroite liaison avec l'indépendance de la Grèce, pays orthodoxe, qui, le premier, trouva l'appui de Londres et de Paris), malgré l'assassinat politique de son chef, a eu un résultat très satisfaisant, celui que les princes régnants de Moldavie et Valachie, seront nommés désormais,

exclusivement parmi les princes roumains et non plus parmi les Grecs de Fanar.

Une nouvelle guerre russo-turque eut lieu et les pays roumains furent encore une fois occupés par les Russes (1824-1834), ce qui retarda la renaissance roumaine par la force des choses.



C'est à cette époque que la jeunesse roumaine commença à connaître la culture française et, à côté de l'instruction occidentale moderne qu'ils ont reçue, ils firent connaître à leurs collègues et aux hommes d'Etat français, l'origine latine des Roumains, qui commencent à s'intéresser à cette lointaine sœur latine et l'aimer comme l'ont fait surtout Edgar Quinet et Jules Michelet.

C'est, sans doute, la création des chemins de fer et des bateaux à vapeur, qui a permis des relations cordiales et fréquentes, entre deux pays situés à 3000 km l'un de l'autre.

Les nombreux Roumains ayant fait des études en France, rentrés dans leur pays, commencent à occuper les fonctions et à siéger dans les assemblées des principautés roumaines. Le mouvement national devient intense (1848) dans tous les pays et la propagande pour la liberté et l'union des pays roumains dans un seul Etat, trouve des sympathies à l'étranger, surtout en France.



En 1848 les manifestations révolutionnaires, écho du mouvement des grands pays européens, fournira un prétexte à la Russie et à la Turquie, pour occuper militairement les

principautés pour quelque temps. Une nouvelle occupation russe survient en 1853, mais ils sont obligés de se retirer en 1854, à cause de la guerre déclarée à la Russie, par la France, l'Angleterre et le Piémont.

Cette fois, c'est l'Autriche qui occupe les principautés, avec l'intention bien claire de les asservir politiquement et économiquement, d'après un plan bien conçu et défini et lequel est exposé par le professeur Stein, en 1856.¹⁾

« Les pays roumains sont nécessaires au développement
« de l'Autriche et ce serait une faute d'essayer la conquête
« par les armes, quand l'Autriche peut arriver au même
« résultat par d'autres moyens: le monopole de la naviga-
« tion sur le Danube, la canalisation des rivières roumaines,
« l'exploitation des forêts et des mines par des compagnies
« privilégiées, le placement des capitaux autrichiens dans
« toutes sortes d'entreprises productives et l'établissement
« des postes et des télégraphes, la colonisation progressive
« des pays et surtout le développement de la juridiction
« consulaire.

Mais l'Autriche fut obligée d'abandonner les principautés (mars 1857), car le traité de Paris (30 mars 1856) stipulait:

« Les principautés roumaines auront le droit de s'ad-
« ministrer par elles-mêmes, sans aucune intervention étran-
« gère, sous la suzeraineté de la Turquie et sous la protec-
« tion de grandes puissances.

« Les représentants des principautés seront appelés à
« exprimer leur doléances sur l'organisation définitive des
« principautés danubiennes. »

¹⁾ Minesco Const. *l'Histoire des postes roumaines*, p. 188.

Le même traité de Paris (1856), pour éloigner la Russie du Danube, obligea la Russie de rétrocéder à la Roumanie une partie du rapt de 1812, voir trois départements du Sud de la Bessarabie.

**

La Turquie, sous l'influence de la Russie et de l'Autriche, cherche à truquer les élections prévues par le traité de Paris (1856), pour empêcher l'union de deux principautés roumaines, sous un seul prince.

Mais Napoléon III, arbitre de la politique européenne à l'époque, imposa des nouvelles élections et l'ambassadeur français à Constantinople, M. Thouvenel, nous raconte, qu'il a fallu menacer ¹⁾ le Sultan de bombarder Constantinople, pour casser les élections roumaines.

Le 24 janvier, les assemblées de Jassy et Bucarest ont proclamé l'union des principautés, sous Alexandru Ion Couza prince de Roumanie.

Le prince Couza fit des réformes occidentales. Il créa l'armée moderne, l'enseignement, la justice, et cet homme, qui imitait Napoléon III à s'y méprendre, — quand on regarde un portrait de Couza on pourrait le prendre pour Napoléon III — fit comme Napoléon, son coup d'Etat. Il donna la terre aux paysans. La noblesse ne lui pardonna pas; une coalition des parties politiques le fit abdiquer.

**

¹⁾ Thouvenel. — *Trois années de la question d'Orient.*

Sur la Transylvanie, province roumaine qui a toujours eu une vie propre, nous avons dit, en passant, que quelques-unes des principautés durent reconnaître la suzeraineté des Hongrois, en conservant leur autonomie ¹⁾. Cet état de choses dura jusqu'en 1562, lorsque la Hongrie fut transformée en province turque. Les Transylvains se détachèrent alors et déclarèrent leur pays indépendant, continuant leur vie de peuple indépendant, ou sous la suzeraineté des Turcs, comme les Roumains de Moldavie et de Valachie, jusqu'en 1691.

A cette époque, les Transylvains firent, avec l'empereur d'Autriche, un traité d'alliance par lequel ils se plaçaient sous la couronne des Habsbourgs et reconnaissaient l'empereur comme leur prince.

C'est un attachement des Transylvains à la couronne d'Autriche, mais pas à l'Autriche et pour ceux qui connaissent le Moyen âge, c'est facile à saisir la différence.

Les Transylvains ont appuyé fidèlement l'empereur de Vienne en 1848, contre les revoltés Hongrois et pour empêcher leurs velléités d'indépendance; mais en 1867 l'empereur, à la suite de sa guerre malheureuse contre la Prusse, se voyant menacé par les Hongrois, accepta le dualisme austro-hongrois et cèda la Transylvanie aux Hongrois, en dépit des protestations énergiques des Transylvains et contre tous les droits et les traités existants.

L'espoir que les Roumains transylvains avait toujours mis dans l'empereur de Vienne (*dragutul de imparat*) était trompé. Les Roumains avaient toujours considéré l'empereur comme un protecteur, mais quand cet empereur laissa la

¹⁾ Brunesco. — *Les droits historiques de la Transylvanie.*

Transylvanie comme proie aux Hongrois, pour la jeter dans l'esclavage, ils comprirent qu'ils devaient chercher un protecteur plus sincère.

Cinquante ans plus tard, l'empire autrichien devait expier cette faute, par sa dissolution.

**

Après l'abdication du prince Couza, trois mois plus tard ¹⁾, le prince Charles de Hohenzollern faisait son entrée à Bucarest. L'organisateur de la Roumanie moderne fut un homme politique de premier ordre, un militaire très capable et un administrateur prudent, trop prudent peut-être, car il n'osa jamais à tenter les grandes réformes agraires et politiques. Nous croyons que pendant la dernière époque de son règne (1866-1914), il aurait pu le faire sans compromettre les intérêts de la couronne, tellement son influence et sa popularité étaient devenues puissantes.

Le roi Charles, très grand organisateur, trouva un appui considérable dans les milieux économiques et financiers austro-allemands, qui lui a permis d'accomplir cette merveilleuse création de la Roumanie moderne.

Malgré ses faiblesses, et tout homme peut en avoir, nous croyons que l'histoire rendra justice à ce grand homme et ce grand roi et ne l'oubliera jamais !

En 1877, la diplomatie russe obtient la liberté d'action dans les Balkans et la guerre est déclarée à la Turquie. La Roumanie est obligée de permettre le passage des armées

¹⁾ Avec le consentement de Napoléon III et contra la volonté de l'Autriche.

russes, ou de faire la guerre à cette grande puissance chrétienne.

Un traité fut signé à Livadia, résidence d'été du tzar Alexandre II, par lequel la Russie était obligée de garantir :

- 1° l'intégrité territoriale de la Roumanie,
- 2° de respecter les institutions nationales et les droits privés des habitants.

Les opérations russes, dont le succès fut grand au début, subirent une grande défaite à Plewna (Bulgarie) et dans la plus grande détresse, le grand duc Nicolas généralissime des armées russes, supplia par un télégramme humiliant Charles de Roumanie, *de passer le Danube avec l'armée roumaine, dont toutes les conditions seront admises, pour sauver la cause chrétienne* ¹⁾.

Le concours d'une armée fraîche, consciente de sa mission, fit gagner la guerre aux russo-roumains. La récompense fut le rapt de la Bessarabie, retrocédée par le traité de Paris 1856.

Les hommes politiques roumains, envoyés au Congrès de paix de Berlin 1878, furent intraitables, malgré le désir de la Russie, d'octroyer à la Roumanie la moitié de l'actuelle Bulgarie. La fière attitude des plénipotentiaires roumains fut un titre de plus à la revendication de cette province, dont les Roumains n'ont jamais voulu faire le prix d'un marché.

¹⁾ Vacarescu « *Luptele Romanilor* » p. 180.

Le Traité de garantie avec les Puissances Centrales (1883).

L'empire russe qui, par la situation créée par la victoire sur les Turcs, réussit à diriger directement le nouvel état de la Bulgarie (le gouvernement bulgare comprenait 3 généraux russes), esaya vainement de briser toute velléité d'indépendance roumaine. La France, après 1870, ne pouvait pas et l'Angleterre ne voulait pas s'occuper des affaires roumaines.

La rivalité entre l'Allemagne et l'Autriche ¹⁾ (Drang nach Osten) d'un côté, qui cherchaient déjà une sortie à la mer (Salonique) et la Russie qui voulait transformer la mer Noire en un lac russe et surtout détenir les détroits et Constantinople (testament de Pierre le Grand), ont forcé la Roumanie à chercher une alliance.

L'Allemagne fut bienveillante et la Roumanie recte, le roi Charles et le président du Conseil ont signé l'acte d'alliance, *une alliance purement défensive, pour maintenir la paix et l'équilibre en Orient*. Cette alliance fut renouvelée pour la dernière fois en 1913.

Cette action diplomatique fut tout à fait secrète, ses manifestations furent les visites que le roi Charles fit souvent à l'empereur François-Joseph et les présidents du Conseil roumain à Vienne et à Berlin.



L'année 1913 fut l'occasion d'une action diplomatique active de la Roumanie. D'après le livre vert de 1913, publié par M. Titus Maioresco, président du Conseil, bourré des documents diplomatiques, suit, que la Roumanie ne pouvait

¹⁾ Fürst von Bülow. « *Deutsche Politik* ».

pas permettre aux Bulgares (peuple très bien, si l'on veut, mais très peu sensé politiquement), l'hégémonie parmi les Etats balkaniques.

La Roumanie déclara même la guerre le 26 juin 1913 et l'armée roumaine, passant le Danube, a empêché la Bulgarie d'annexer les territoires serbes et grecs, à la suite d'une guerre dans laquelle la Serbie et la Grèce furent ses alliées.

L'action de la Roumanie eut comme résultat la paix de Bucarest de 1913, qui rétablit l'équilibre balkanique.

On a parlé souvent de l'imbroglio balkanique; nous croyons qu'avec des ferments guerriers comme les Bulgares, les intrigues et les tiraillements des quelques grandes puissances, il n'en pouvait être autrement. C'est plutôt étonnant que ces peuples aient connu des périodes de paix!

Les constatations tirées de l'action diplomatique et politique de 1913, à notre avis, furent :

L'Autriche-Hongrie, l'alliée de la Roumanie, fut l'ennemie de la Roumanie et, par contre, l'amie de la Bulgarie.

La Russie montra une sollicitude égale pour les Etats balkaniques, et encouragea l'action roumaine d'équilibre. L'Italie, sœur latine de la Roumanie, lui rendit de grands services et fit beaucoup pour faire comprendre à d'autres les intérêts roumains.

La France, l'Angleterre et l'Italie purent garantir la Roumanie contre la Russie par leur influence considérable. L'alliance avec les puissances centrales devenait impossible à cause des Roumains de Transylvanie, dont la vie, par la suite des lois hongroises persécutrices, devenaient tellement insupportable que *beaucoup de Roumains prirent le chemin de l'exil, les uns en Roumanie et d'autres en Amérique.*

Le président du Conseil, M. Bratiano, déclare, qu'il a averti en 1913 l'ambassadeur de l'Allemagne à Bucarest ¹⁾).

« Quels que fussent les engagements pris par écrit entre
« vous et nous, sachez que dans l'état actuel de l'Autriche,
« avec la politique que les Magyars font contre les Rou-
« mains d'outre-monts, il n'y a pas d'homme politique en
« Roumanie qui puisse exécuter de tels engagements. »

Mais l'alliance avec les puissances centrales était dans un état précaire, car voilà encore un document plus probant parce qu'il émane des adversaires de la Roumanie. La « *Deutsche Politik* » publie une lettre de François-Joseph adressée à l'empereur Guillaume, à l'occasion du Conseil de Couronne tenu à Potsdam le 5 juillet 1914:

.....

« Il est très pénible pour moi, de douter de la fidélité
« et des bonnes intentions d'un vieil ami comme Charles de
« Roumanie, mais lui-même, le mois dernier, a déclaré à
« deux reprises à mon ambassadeur, que l'état d'esprit de
« son peuple était tel, qu'il ne saurait être en mesure de rem-
« plir le devoir de l'alliance. »

.....

Dans la réponse du Kaiser à cette lettre, on voit l'importance que celui-ci a montré toujours à la politique de Bucarest:

.....

« J'ai fait avertir mon chargé extraordinaire d'affaires,
« d'avoir à se rendre à Bucarest, de parler au roi Charles,

¹⁾ Discours à la Chambre des Députés 14 déc. 1916.

« de lui démontrer la nécessité d'en finir avec la Serbie et
« de réprimer toute agitation contre ton empire. J'ai sou-
« ligné, en même temps, *que j'attribuais la plus grande im-
« portance au maintien de nos relations d'amitié avec la
« Roumanie. Ces relations ne devraient être nullement trou-
« blées, même dans le cas où la Bulgarie deviendrait notre
« alliée. »*

Les Puissances Centrales savaient bien où elles allaient avec leur ultimatum à la Serbie et cela résulte des déclarations suivantes faites à la Chambre des députés le 6 déc. 1916¹⁾:

« Quelques mois avant la guerre, le ministre russe Sazonoff, accompagnait son Souverain en Roumanie. m'a
« déclaré dans le cours des conversations que j'ai eues avec
« lui, *que la Russie désirait la paix, qu'elle ferait tout son
« possible pour la maintenir, mais il a ajouté que tout le
« monde devait savoir, que la Russie ne pourrait admettre
« une agression contre la Serbie et qu'une telle agression
« entraînerait une guerre générale. J'ai rapporté ces propos
« en ami loyal de la paix et de ceux avec lesquels je causais,
« prévenant Vienne et Berlin qu'un conflit avec la Serbie
« signifiait une guerre générale. »*

¹⁾ J. J. C. Bratiano. Discours à la Chambre des Députés.

CHAPITRE II

La Guerre Mondiale.

Nous avons montré les constatations faites par la Roumanie à l'occasion de son intervention dans la guerre balkanique, qui se termina par la paix de Bucarest en 1913 et rétablit l'équilibre balkanique.

L'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand allait fournir un prétexte à la diplomatie autrichienne et allemande, pour incendier le monde. Les causes de cette guerre mondiale sont multiples et profondes et nous nous proposons de faire une étude plus tard à ce sujet. En tous cas nous constatons que, si on demandait maintenant à quelqu'un comment la guerre a commencé et pourquoi, on trouverait difficilement une personne qui n'ait pas oublié l'assassinat de François-Ferdinand.

Les déclarations de guerre se suivirent pour la stupefaction de tous les hommes sensés et la calamité est devenue générale.

Les économistes déclarèrent tous, que la guerre, étant données les dépenses folles qu'elle entraînait, *ne pourrait durer plus de trois mois, ou tout au plus six mois.*

Pourquoi cette croyance générale, qui fut elle-même une cause de la guerre, fut elle trompée par les faits ?

Parce que l'enjeu de cette guerre fut formidable : *La première place parmi les nations du monde* ; parce qu'il fut *le mare liberum, ou le mare clausum*, pour employer les vieilles expressions concernant la maîtrise de la mer ; parce qu'il fut souvent question d'être libre ou opprimé ; parce que cette fois furent disputés toutes les sources de richesses et tous les débouchés du monde ; parce que l'illusion fut grande ; parce que les forces morales de l'humanité (sous le fouet du militarisme) furent immenses (démenti à la théorie matérialiste-socialiste) ; et surtout *parce que, pour tous ces motifs, les Etats ont épuisé leur crédit jusqu'à l'extrême, ont fait de la monnaie complètement dépourvue d'aucune base, avec une audace tellement inouïe, que nul économiste sain d'esprit n'aurait pu songer avant la fin de cette guerre, ruineuse pour le vainqueur et le vaincu.*



La Roumanie avait encore, présents à la mémoire, les souvenirs de 1913, quand l'Autriche déclara la guerre *pour asservir un Etat indépendant balkanique, la Serbie, dont l'existence était nécessaire à la vie des Balkans et à sa propre existence.*

La Triple Alliance avait été présentée à la Roumanie comme une alliance essentiellement pacifiste et défensive. C'est pour garder la paix, pour maintenir l'équilibre balka-

nique et pour arrêter l'intervention de la Russie dans les Balkans, que la Roumanie entra dans cette alliance malgré les souffrances des cinq millions de Roumains de l'Autriche-Hongrie.

La Roumanie ne pouvait pas aider les Puissances Centrales dans une guerre provoquée malgré et contre elle et qui était contraire aux principes du droit des gens.

L'impérialisme allemand et autrichien ne pouvait convenir ni à l'Italie, ni à la Roumanie, qui désiraient l'équilibre européen.

Le pacte étant rompu par la conduite des Centraux, chaque partie restait libre de pratiquer la politique conforme à ses intérêts vitaux. L'Italie et la Roumanie l'ont fait par la suite.

**

Le roi Carol convoqua le Conseil de la Couronne le 5 août 1914 dans son château de Sinaia, pour avoir son opinion sur la situation. Ce Conseil n'a jamais eu une existence légale en Roumanie, mais le roi, pour renforcer son Conseil des Ministres, appelle les personnalités politiques éminentes de l'opposition, en vertu de la tradition et peut-être aussi par prudence politique.

Le Conseil, cette fois, fut composé par dix-huit membres et voici, raconté par un des anciens ministres qui y avait participé, ce qui s'y passa : ¹⁾

¹⁾ Basilescu N. *La Roumanie dans la guerre et dans la paix*, tome I, page 97.

« Le roi Carol arriva au Conseil, tenant à la main un
« rouleau de papier: c'était le fameux Traité d'Alliance de
« 1883, qu'il venait justement de renouveler en 1913; il
« portait la signature toute fraîche de M. Titus Majoresco.
« Le roi fit un exposé de la situation, il affirma sa ferme
« conviction que les Puissances Centrales seraient victorieu-
« ses et il démontra que le danger pour la Roumanie ne
« pouvait venir que du Nord, de la Russie, que c'était elle
« la véritable ennemie de la Roumanie, ennemie qu'il fallait
« abattre. »

« A cette opinion s'associa sans réserve M. P. P. Carp.
« Pendant que le Conseil délibérait, le Ministre d'Italie, le
« baron Fasciotti, lui fit remettre le télégramme qu'il venait
« de recevoir de Rome, confirmant que l'Italie s'était pro-
« noncée pour la neutralité.

« M. Jean C. Bratiano, en qualité de président du Con-
« seil, exposa, à son tour, la situation et opina, ensemble
« avec ses collègues, en faveur de la neutralité.

« A cet avis, se rangèrent toutes les personnes présen-
« tes, sans aucune discussion.

Le vote du Conseil de la Couronne fut un grand désap-
pointement pour le roi Carol. Lui qui connaissait presque
seul autrefois et conduisait par des envoyés et courriers per-
sonnels l'action diplomatique, se trouva seul devant l'opinion
contraire de son pays.

La neutralité armée de la Roumanie fut déclarée *et les
concentrations des troupes et les préparatives militaires fu-
rent très actives sur la frontière de l'Autriche-Hongrie.*

Les grandes administrations, les chemins de fer, les
postes et les télégraphes et l'industrie technique, reçurent des

instructions pour intensifier leur préparation de guerre et quand, plus tard, l'Autriche-Hongrie chercha à intimider la Roumanie et lui interdire ses mouvements, la Roumanie répondit par des grands travaux sur la frontière.

**

La déclaration de la neutralité armée fut nécessaire parce que la Roumanie, à cause de ses céréales, de ses richesses et de ses pétroles, était un pays excessivement intéressant pour les Puissances Centrales bloquées. Sans une armée forte, la Roumanie aurait pu assister, impuissante, à l'invasion des Centraux cherchant ses richesses.

Mais pour l'action diplomatique et militaire de la Roumanie à cette époque, nous laissons parler M. Bratiano, président du Conseil de 1914-1919 ¹⁾.

« Les Alliés, l'Entente, avaient annoncé le respect de
« deux grands principes, celui de l'indépendance des petits
« Etats et celui de la liberté des peuples. Quand ce drapeau
« était soulevé dans une grande lutte, capable de changer
« toute la situation antérieure de l'Europe, tous les senti-
« ments, tous les intérêts, toutes les âmes des Roumains, ne
« pouvaient ne pas être autour de lui.

« La Roumanie ne pouvait pas assister à cette lutte,
« comme un être impuissant qui regarde la lutte de deux
« hommes, pour reconnaître par la suite quel sera son sort.

« Par conséquent, dès ce temps *le chemin était connu*
« *et nous ne nous demandions pas de quel côté nous irons,*

¹⁾ J. J. Bratiano. Discours à la Chambre des députés, séance du 16 décembre 1916.

« *mais quand et comment.* Notre chemin était tracé des premiers jours de la guerre, roi de Roumanie étant Carol.
« Je rappelle avec émotion son nom devant le premier parlement de la Grande Roumanie et je désire faire justice
« parce que sa mémoire a été méconnue et on n'a pas apprécié suffisamment le vrai amour avec lequel il s'était lié à
« ce peuple.

« Je tiens à déclarer que la politique avec nos grands alliés, je ne l'ai pas faite, comme on l'a dit, contre la volonté du roi Carol, je ne l'ai pas faite en cachette. Tout
« mon travail, je l'ai fait comme un serviteur fidèle de la Roumanie, et de la Couronne et avec la confiance et le
« savoir de mon Souverain.

« *Dans les premières semaines de la lutte, j'ai signé un premier accord, après l'invitation du ministre de la Russie, pour la neutralité bienveillante de la Roumanie, par lequel la Russie s'engageait à nous reconnaître nos droits sur tous les territoires habités par des Roumains en Autriche-Hongrie.*

« J'avais conclu, dès les premiers jours, cette convention, parce que je voulais faire reconnaître, en dehors de tout service que nous aurions rendu par la suite, les véritables droits de la Roumanie dans une guerre comme celle
« qui était en cours. »

Sans pouvoir contredire M. Bratiano, mieux informé que quiconque sur ces événements, sur les assertions du comte Czernin (livre rouge autrichien 1916), qui veut montrer le roi Carol comme tout à fait le partisan des Puissances Centrales, *nous croyons que, tout en laissant pleine liberté d'action diplomatique à son président du Conseil, le grand*

roi Carol avait un souvenir ineffaçable de la conduite des Russes en 1877, la force militaire évidemment supérieure de l'Allemagne et il ne pouvait pas, tout en étant patriote roumain, attaquer ses anciens alliés.

M. Carp et le doyen de l'université de Jassy Stere, qui connaissaient la Russie aussi bien que l'autorité bien connue Paul Rorbach, pensaient comme le roi Carol et leur craintes se sont démontrées pendant la guerre roumaine, parfaitement fondées, par la trahison envers la Roumanie d'abord et la révolution russe ensuite, qui créa les nombreux Etats actuels prévus par eux.

LA NEUTRALITE ARMEE DE LA ROUMANIE

Action politique et économique.

Après la déclaration de la neutralité, les hommes politiques, comme N. Filipesco, Take Jonesco, Disesco, Istrati, etc., prirent parti pour l'entrée en guerre tout de suite.

Les professeurs de l'université de Bucarest ont rédigé un manifeste adressé au peuple roumain et à toutes les Nations du monde, en demandant l'intervention immédiate à côté des Alliés ¹⁾.

Les explications fournies par le président du Conseil Bratiano à la délégation des universitaires, sur la situation de l'armement et les équipements de l'armée roumaine, chan-

¹⁾ Basileco N. *La Roumanie dans la guerre et dans la paix.* Tome I, page 102.

gea la forme du manifeste et au lieu d'une provocation à la guerre immédiate, on s'est contenté d'une protestation contre les crimes des Austro-Hongrois, contre les Roumains de l'Autriche-Hongrie et de poser les bases d'une intervention future.

Les sympathies pour les Alliés et pour l'intervention immédiate devinrent publiques. l'unanimité du peuple roumain demanda la guerre.

La réception du Général Pau à Bucarest fut une fête inoubliable et une manifestation grandiose franco-roumaine. Toute une nation saluait la France, dans la personne du glorieux général.

Malgré les efforts et les dépenses faites par les légations et les agents des Puissances Centrales, par les journaux achetés ou créés par elles, leur propagande ne gagnait aucun terrain et *la vérité ressort tout à fait éclatante du télégramme du Comte Czernin à son Gouvernement de Vienne, le 2 décembre 1914* ¹⁾.

« Le sens de l'intervention roumaine, au moment où
« se produira, est décidée d'avance par « le cœur » des
« Roumains. Aujourd'hui, toutes les sympathies de la
« Roumanie sont exclusivement du côté de la France et la
« haine passionnée contre les Puissances Centrales respire
« à chaque mot prononcé ou écrit... »

Mais nous ne pouvons passer sur cette question, sans faire la remarque que nous avons vu, pendant la guerre, s'ériger en journalistes, propagandistes et surtout patriotes, la partie la plus vile de la nation ! *et nous croyons que les bonnes mœurs et la morale publiques exigent une loi, par laquelle tous les journaux et les journalistes, tous les ciné-*

¹⁾ Livre rouge Austro-Hongroie, 1916, Nr. 25.

mas et autres moyens de propagande, convaincus de tirer leurs subsides et subventions des légations étrangères ennemies ou même amies, devraient être poursuivis et sévèrement punis.

Les intérêts d'une nation sont gardés par des ministres intègres, dont le premier venu ne saura ternir le nom, ou troubler les esprits naïfs, sans la crainte d'une répression rapide et certaine.

Nous n'arrivons pas à comprendre que l'on puisse permettre sous guise de la liberté, toutes les ignominies, et nous pensons que les journalistes, tout comme les hommes politiques, doivent être corrects dans leur vie privée et désintéressés dans leur vie politique.



Pendant cette époque et après l'entrée de la Turquie en guerre, l'action du Gouvernement roumain fut d'interdire le passage des matériaux de guerre pour ce pays et malgré toutes les insistances des Puissances Centrales il n'accorda jamais cette permission.

Dans le livre rouge autrichien le comte Czernin rapportait à son Gouvernement sur cette question: ¹⁾

le 22 sept. 1914. « J'ai attiré l'attention du premier ministre roumain sur son attitude, mais M. Bratiano « m'a déclaré formellement, qu'il lui était impossible d'ad- « mettre le transit des canons par la Roumanie.

le 17 oct. 1914 « le premier ministre m'a déclaré « qu'il ne peut admettre sous aucune condition le transit du « transport des chevaux pour la Turquie. Un appui donné

¹⁾ Livre Rouge Austro-Hongrois, 1916, Nr. 13, 23, 24 et 27.

« à la Turquie ne serait pas toléré par l'opinion publique,
« qui veut la guerre aux côtés de la Russie contre nous.

le 14 nov. 1914 « il n'y a pas le moindre espoir
« de décider le gouvernement roumain à *changer le procédé*
« favorable à nos ennemis et directement hostile par rap-
« port à la Turquie dans la question du transit des muni-
« tions.

le 18 mars 1915 « au cours d'une longue con-
« versation que j'ai eue avec le Roi concernant le transit des
« munitions turques, j'ai dû constater que Sa Majesté a
« une attitude absolument négative (souligné dans l'origi-
« nal) et qu'elle repousse toute proposition quelle qu'elle
« soit. Le Roi a insisté que c'est *impossibilité absolue*. J'ai
« l'impression que le Roi lui-même nous est un obstacle plus
« grave même que M. Bratiano. »

C'est après avoir rencontré une opposition formelle, que les Puissances Centrales ont déchaîné en Roumanie une œuvre persévérante pour obtenir, par des moyens détournés, le passage des munitions et des marchandises utiles vers la Turquie. N'ayant pas réussi dans leurs manœuvres, ils cherchèrent une acolyte en Bulgarie. La Serbie attaquée de deux côtés fut occupé et la route libre vers Constantinople.

**

Dans la même époque, le Gouvernement roumain a fermé les frontières pour l'exportation des céréales, pétroles, vivres et matières premières, pour rendre efficace le blocus exercé par les Puissances alliées. Ces mesures ont lésé très sérieusement tous les intérêts privés roumains.

Dans une étude de droit international, nous ne pouvons pas faire le calcul de la perte subie par la Roumanie qui,

pendant la neutralité, a été mise dans la situation embarrassante, de regorger de richesses sans pouvoir en profiter, richesses qui, après, ont été détruites pour ne pas servir à l'ennemi.

En tous cas, c'est dans cette époque que les bases de l'économie nationale roumaine furent ébranlées et les conséquences sont évidentes aujourd'hui, quand la situation économique et financière est mauvaise, et le change roumain, à cause du manque de solidarité économique des alliés, est à 10 centimes.

**

La Roumanie, par son attitude politique et diplomatique pendant sa neutralité, a rendu de grands services aux Alliés; en immobilisant un nombre considérable des divisions en Transylvanie, qui devaient impressionner la Roumanie et ses hommes politiques et militaires; en interdisant le passage des matériaux de guerre pour la Turquie; et en rendant plus efficace le blocus des Puissances Centrales, pour des produits tant désirés par elles.

Avant de finir cette époque, nous croyons utile d'examiner: quelles étaient les règles internationales que la Roumanie aurait dû observer comme pays neutre?

La pratique internationale est très large quant à la liberté du commerce et du transit des Etats neutres. Dans son manuel de Droit international public, M. Bonfils ¹⁾, après avoir montré la doctrine changeante d'après les événe-

¹⁾ P. 947 *Devoirs des Neutres*.

ments de l'Allemagne, comme il arrive souvent dans le droit international de vouloir le créer d'après ses intérêts momentanés ²⁾, *dégage la plus complète liberté pour les sujets des Etats neutres de faire du commerce avec les belligérants.*

Voilà les articles, concernant cette question, de la convention de 1907 de la Haye, à laquelle la Roumanie a pris part et ratifié son adhésion par une loi.

« *Art. 7. — Une puissance neutre n'est pas tenue d'em-*
« *pêcher l'exportation ou le transit, pour le compte de l'un*
« *ou de l'autre des belligérants, d'armes, des munitions et*
« *en général, de tout ce qui peut être utile à une armée ou à*
« *une flotte.* »

« *Art. 9. — Toutes mesures restrictives ou prohibitives*
« *prises à ce sujet par une puissance neutre, devront être uni-*
« *formément appliquées par elle aux belligérants.* »

Par *a fortiori* le commerce des céréales, des matières premières, des vivres, des pétroles, ne peut pas être considéré comme une violation de la neutralité. Bien entendu, il est nécessaire que l'Etat ne fasse pas lui-même ces fournitures, mais *il doit laisser jeu aux intérêts privés des particuliers.*

²⁾ Dans le même sens G. de Lapradelle pour l'Angleterre. Cours de doctorat.

*Les tractations pour l'entrée de la Roumanie en guerre à côté
des Puissances Alliées et Associées.*

L'action diplomatique ayant un caractère essentiellement secret, fut l'objet de longs pourparlers diplomatiques, entre le Roi de Roumanie et le président du Conseil, M. Bratiano, avec les représentants des Puissances alliées.

A cause de la longueur de ces conversations et surtout du retard et du manque de solidarité parmi les Alliés, pour la création d'un front fort à Salonique, la Roumanie entrera en guerre quand la Serbie n'y sera plus, quand la Russie sera près de la décomposition finale, quand la Bulgarie et la Turquie auront reçu des munitions et un outillage moderne de guerre de l'Allemagne.

Voici les conditions que M. Bratiano déclare avoir mis pour l'entrée de la Roumanie en guerre : ¹⁾

« a) L'entrée en action de la Roumanie sera faite avec
« le concours de tous les facteurs constitutionnels pour as-
« surer l'ordre interne.

« b) Le traité d'alliance avec l'Entente portera la signa-
« ture des puissances qui ont le respect historique de leurs
« signatures et qui font les sacrifices actuels pour empêcher
« désormais que les traités soient des chiffons de papier,
« ou des documents sans valeur.

« c) L'Italie prendra position, éclaircira sa situation
« devant les belligérants ²⁾.

¹⁾ Discours à la Chambre des Députés, 16 déc. 1919.

²⁾ M. Bratiano déclare avoir mis cette condition pour provoquer des tractations entre les Alliés et l'Italie qui désiraient s'entendre mais attendaient chacun que se soit l'autre qui fasse des propositions.

« d) Les alliés lui procureront avant son entrée en
« guerre l'armement et les munitions dont elle aura besoin
« pour cette guerre.

« e) Assurer les conditions militaires *locales* (les offen-
« sives de Broussiloff en Galicie et Sarraïl à Salonique) et
« *générales* (offensive partout) pour pouvoir arriver en-
« semble au résultat désiré.

« f) Préciser définitivement les frontières de l'Etat
« roumain, non seulement théoriquement, mais aussi sur la
« carte géographique. Les droits de la Roumanie seront
« garantis et reconnus par les Alliés, dans le cas où la vic-
« toire serait gagnée par eux. »

A cause de la nature de ces tractations, parce que la Russie a reconnu bien tard et après des difficultés les demandes de la Roumanie et à cause de la lutte sur le front français qui absorbait toutes les initiatives politiques et militaires, le front oriental fut négligé et l'entrée de la Roumanie ajournée.

La Roumanie, avant la guerre, se trouvait en étroite liaison économique avec l'Allemagne. C'est là qu'elle faisait ses emprunts d'Etat, c'est de l'Allemagne qu'elle recevait ses armements et toutes les fournitures nécessaires pour son armée.

Au commencement de 1914, la Roumanie avait commandé en Allemagne, des canons, des obus, des mitrailleuses pour plus de 200 millions de francs. Pendant la guerre, devant l'attitude de la Roumanie, les Puissances Centrales refusèrent de livrer les commandes en cours d'exécution.

Par conséquent, l'Entente devait fournir à la Roumanie ce qui lui manquait pour l'approvisionnement, comme canons

lourds, légers, anti-aériens, mitrailleuses, fusils, fusils-mitrailleuses, avions, équipements et médicaments, sans lesquels la guerre moderne est impossible.

Les Puissances Alliées, trop confiantes dans leur victoire à cette époque, n'avaient pas du tout intensifié la production de leurs usines de guerre et peu de chose a manqué pour compromettre la victoire. Un des grands mérites de Lloyd George a été justement celui de se rendre compte de cette chose et de pousser la production au degré connu à la fin de la guerre.

Après de longs pourparlers ¹⁾, « *les Alliés se sont engagés à expédier en Roumanie 7 trains par semaine chargés d'armements et de munitions, mais la Roumanie n'a reçu ni 7 trains par mois et d'ailleurs la route Salonique-Nish fut tout de suite fermée par l'entrée des Bulgares en guerre et en Serbie, en octobre 1915.* »

Les matériaux à peine débarqués à Salonique, durent faire le tour de l'Europe pour prendre la route Archangelsk, ou Wladiwostok, ou bien attendre la fin des hostilités. Ce qui entraînait en Russie n'arrivait jamais en Roumanie malgré les réclamations réitérées des Roumains et les recherches de la mission française en Russie.

Pendant ce temps, la presse italienne et française écrivait des articles impressionnants et menaçants sur l'attitude de la Roumanie, surtout quand, en juillet 1915, l'Autriche-Hongrie proposa à la Roumanie des concessions territoriales ²⁾.

¹⁾ Discours à la Chambre des Députés, 16 décembre 1919 de M. Bratiano.

²⁾ Clémenceau G., Sommutation d'huissier dans l'Homme enchaîné 15 juillet 1915.

« *Si la Roumanie maintient une neutralité amicale, elle*
« recevra la Bucovine avec la rivière Sereth comme limite
« septentrionale.

« Les habitants roumains de la monarchie hongroise
« jouiront d'un meilleur traitement et seront largement
« admis dans les administrations publiques.

« Une université sera créée à Brashov.

« *Si la Roumanie donne prochainement son concours*
« *militaire à l'Autriche*, elle recevra la partie roumaine tout
« entière de la Bucovine jusqu'au Pruth, ainsi qu'une exten-
« sion de territoire le long de la rive nord du Danube jus-
« qu'aux Portes de Fer.

« L'Autriche-Hongrie prendra l'engagement, une fois
« la Bessarabie conquise, de la retrocéder aussitôt à la Rou-
« manie.

« L'accomplissement de ces conditions est garanti par
« l'Allemagne.

« Un délai d'un mois est accordé à la Roumanie pour
« faire connaître sa réponse. »

Malgré les offres pressantes de Vienne et Berlin, et connaissant la véritable situation de la Russie, car en Roumanie les hommes qui connaissaient la Russie à fond étaient nombreux, malgré des promesses encore plus larges, *la Roumanie suivit sa préparation de guerre et ne laissa pas sortir au-delà de ses frontières les produits tant désirés par les Centraux, les céréales et les pétroles.*

Le Gouvernement roumain attendait l'appel des chefs responsables des Alliés, pour répondre avec enthousiasme quand l'heure de l'action roumaine sonnerait.

CHAPITRE III

L'entrée de la Roumanie en guerre.

Les événements militaires sur les fronts des Alliés, étaient appelés par la force des choses, à décider l'heure dans laquelle les Alliés feraient appel à la Roumanie.

L'armée russe connut de grands insuccès militaires et « *le rouleau compresseur* » qui ne fonctionnait pas, permit la destruction de la Serbie et du Monténégro ; *l'Italie subit une attaque très puissante et à Verdun la situation était critique*, plusieurs grands forts perdus.

Le grand commandement allemand, qui a toujours eu cette remarquable supériorité *d'être unique* et de manœuvrer sur des lignes intérieures, préparait deux grandes armées.

Une dans le Nord-Est de la Hongrie, commandée par le Général Falkenhayn, qui devait attaquer les armées du Général Broussiloff en Galicie, pour les faire reculer dans les steppes russes et gagner l'Ukraine, c'est-à-dire les riches territoires du Sud de la Russie.

Une autre armée, sous le commandement supérieur du Maréchal Mackensen en Macédoine, pour jeter à la mer le Général Sarraïl en collaboration avec les Bulgares, et, mai-

tres de Salonique, les Allemands étaient maîtres de la Méditerranée, de l'Égypte et du canal de Suez.

Dans ces circonstances, les hommes politiques de l'Entente lancent leur appel à la Roumanie : *maintenant ou jamais*.

Voilà le télégramme du Maréchal Joffre transmis au ministre de la guerre de Roumanie par l'attaché militaire français :

Légation de France.

Bucarest, 23 juin/6 juillet 1916.

« Résumé d'un télégramme du 2 juillet 1916 du
« Général commandant en chef des armées françaises.

« Le Général Alexeieff vient de charger le colonel
« Tatarinof d'exposer le point de vue russe sur l'inter-
« vention roumaine au ministre de la guerre roumain ; je
« le résume ci-après : L'armée autrichienne, désorganisée,
« peut encore résister, mais est hors d'état de mener une
« action offensive. Les Allemands, attaqués eux-mêmes
« sur tous les fronts, n'ont pu, par suite de la pénurie de
« leurs ressources, qu'envoyer péniblement quelques divi-
« sions au secours de leurs alliés, et ont dû laisser aux
« Bulgares seuls le soin de résister à l'armée de Salonique.

« La situation militaire générale ne sera jamais plus
« favorable pour l'intervention roumaine qu'elle ne l'est
« actuellement.

« *La Russie s'engage, sur décision définitive de la*
« *Roumanie, à faire transporter dès maintenant, et sans*
« *retard, le matériel de guerre à destination de cette puis-*
« *sance.* Mais la valeur de l'intervention roumaine dépend
« de la date à laquelle aura lieu son entrée en action :
« aussi la situation commande-t-elle à l'armée roumaine
« d'intervenir maintenant ou jamais.

« Je pense que les dernières hésitations de M. Bra-
« tiano ont dû tomber, les événements lui ayant donné la
« certitude que les offensives générales victorieuses sont
« engagées sur tous les fronts, et la Russie, ayant pris
« l'engagement de transporter sans retard le matériel de
« guerre au cas où la Roumanie se serait décidée à inter-
« venir.

« Le Général commandant en chef les armées fran-
« çaises me charge d'exprimer au Général Iliesco qu'il
« partage entièrement la manière de voir du haut com-
« mandement russe et estime que la Roumanie doit pren-
« dre parti « maintenant ou jamais ».

« L'Attaché militaire de France

« PICHON »

Les assurances contenues dans le télégramme précé-
dent relatif au transport du matériel de guerre, étaient une
réponse faite à un mémoire adressé au Général Joffre, par le

ministre de la guerre roumain au mois de mai 1916, dans lequel on lui démontrait les nécessités de la Roumanie consistant en matériaux de guerre et on lui rapportait que les expéditions faites par la Russie n'arrivaient jamais à leur destination.

*
**

Le moment dans lequel la Roumanie était sollicitée de donner son concours aux Puissances de l'Entente *maintenant ou jamais*, était critique et la lecture du manifeste du Roi à l'armée et à la Nation prouve suffisamment que le gouvernement de M. Bratiano était conscient qu'il avait mis en jeu *l'existence même et l'indépendance du royaume de Roumanie*, qu'il était appelé à garder.

La véritable situation de la Russie était bien connue en Roumanie, mais l'appel était signé par la France, Verdun était menacé ¹⁾, l'armée anglaise, création trop nouvelle, avait déjà fourni un sérieux effort sur la Somme, la Roumanie tenta sur la demande des Alliés l'impossible, sauver la décomposition du front oriental, elle réussit à la retarder, elle attira les foudres des Centraux sur elle-même.

Le gouvernement ne pouvait ne pas répondre à l'invitation pressante, à l'appel du Maréchal Joffre, et sur la base de tractations déjà signalées; un traité diplomatique et une

¹⁾ La France n'oubliera jamais que, lorsque les Allemands bombardaient Verdun, la Roumanie, a obligé l'Allemagne à retirer 20 divisions du front français. La Roumanie a mis ainsi la France à l'abri d'un grand danger. — M. de Saint-Aulaire, ministre de France à Bucarest, discours devant le Roi Ferdinand, à l'occasion de transmission de l'acte d'union de la Transylvanie avec la Roumanie, d'après « *Le Temps* », 12 janvier 1919.

convention militaire fut conclue entre la Roumanie et la Russie, la France, la Grande Bretagne et l'Italie, le 17 août 1916.

L'importance de ces textes est telle que nous entendons les publier ci-dessus entièrement ¹⁾.

Dans le traité d'alliance les principales clauses étaient :

La Roumanie avait la garantie des principales Puissances Alliées pour l'intégrité de ses frontières.

La Roumanie déclarera la guerre à l'Autriche-Hongrie et cessera toutes relations avec les ennemis des Alliés.

¹⁾ *Le Traité avec les Alliés.*

ARTICLE PREMIER. — La France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie garantissent l'intégrité territoriale du royaume de Roumanie, dans toute l'étendue de ses frontières actuelles.

ART. 2. — La Roumanie s'engage à déclarer la guerre et à attaquer l'Autriche-Hongrie, dans les conditions stipulées par la convention militaire ; la Roumanie s'engage également à cesser, dès la déclaration de guerre, toutes relations économiques et échanges commerciaux avec les ennemis des Alliés.

ART. 3. — La France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie reconnaissent à la Roumanie le droit d'annexer les territoires de la monarchie austro-hongroise stipulés et déterminés à l'article 4.

ART. 4. — Les limites des territoires mentionnés à l'article précédents, sont fixés comme suit :

La ligne de délimitation commencera sur le Pruth à un point de la frontière actuelle entre la Roumanie et la Russie, près de Novosiltza, et remontera son fleuve jusqu'à la frontière de la Galicie au confluent du Pruth et du Ceremos. Ensuite, elle suivra la frontière de la Galicie et de la Bukovine et celle de la Galicie et de la Hongrie jusqu'au point Stog (cote 1655). De là, elle suivra la ligne de séparation des eaux de la Tisza et au Vizo pour atteindre la Tisza au village de Trebusa en amont de l'endroit où elle s'unit au Vizo. A partir de ce point elle descendra le thalweg de la Tisza jusqu'à 4 kilomètres en aval de son confluent avec le Szamos en laissant le village de Vasades-Namény à la Roumanie. Elle continuera ensuite dans la direction du sud-ouest jusqu'à un point à 6 kilomètres à l'est de

La Roumanie aura le droit d'annexer les territoires habités par des Roumains, déterminés avec précision dans le traité sur la carte d'Autriche-Hongrie.

La Roumanie *bénéficiera des mêmes droits que ses alliés*, pour les préliminaires, les négociations et les questions qui feront l'objet de la Conférence de la paix.

de la ville de Debreczen. De ce point, elle atteindra le Crisch à 3 kilomètres en aval de la réunion de ses deux affluents (le Crisch blanc et le Crisch rapide). Elle joindra ensuite le Tisza à la hauteur du village Algye, au nord de Szegedin, en passant à l'ouest des villages de Croshaza et de Bekessamson à 3 kilomètres duquel elle fera une petite courbe. *A partir d'Algye, la ligne descendra le thalweg de la Tisza jusqu'à son confluent avec le Danube, et enfin suivra le thalweg du Danube jusqu'à la frontière actuelle de la Roumanie.*

La Roumanie s'engage à ne pas élever de fortifications en face de Belgrade, dans une zone à déterminer ultérieurement et à ne tenir dans cette zone que les forces nécessaires au service de la police. Le gouvernement royal roumain s'engage à indemniser les Serbes de la région du Banat qui abandonnant leurs propriétés, voudraient émigrer dans l'espace de deux ans à partir de la conclusion de la paix.

ART. 5. ... La Roumanie d'une part, et la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie de l'autre part, s'engagent à ne pas conclure de paix séparée ou la paix générale que conjointement et simultanément.

La France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie s'engagent également à ce que, au traité de paix, les territoires de la monarchie austro-hongroise, stipulés à l'article 4, soient annexés à la couronne de Roumanie.

ART. 6. ... La Roumanie jouira des mêmes droits que les Alliés pour tout ce qui a trait aux préliminaires, aux négociations de la paix, ainsi qu'à la discussion des questions qui seront soumises aux décisions de la Conférence de la paix.

ART. 7. — Les puissances contractantes s'engagent à garder secrète la présente convention jusqu'à la conclusion de la paix générale.

Fait en cinq exemplaires, à Bucarest, le 4/17 août 1916.

Dans la Convention militaire ¹⁾, les clauses principales étaient :

La Roumanie devait mobiliser toutes ses forces et attaquer l'Autriche-Hongrie le plus tard le 28 Août 1916.

Les armées russes devraient entreprendre une offensive énergique après la signature de la convention sur tout leur

¹⁾ La Convention militaire.

ARTICLE PREMIER. — Pour faire suite au traité d'alliance conclu le 4/17 août 1916, entre la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie et la Roumanie, la Roumanie s'engage en mobilisant toutes ses forces de terre et de mer, à attaquer l'Autriche-Hongrie au plus tard le 15/28 août 1916 (huit jours après l'offensive de Salonique). Les opérations offensives de l'armée roumaine commenceront le jour même de la déclaration de guerre.

ART. 2. — Dès la signature de la présente convention et pendant la durée de la mobilisation et de la concentration de l'armée roumaine, l'armée russe s'engage à agir d'une façon particulièrement énergique sur tout le front autrichien dans le but d'assurer les opérations roumaines susmentionnées. Cette action sera spécialement offensive et vigoureuse en Bucovine où les troupes russes devront tout au moins garder leurs positions ainsi que leurs effectifs actuels.

A partir du 12/25 août 1916, la flotte russe devra assurer la sécurité du port de Constantza, empêcher tout débarquement de troupes ennemies sur les côtes roumaines et toute incursion sur le Danube, en amont des bouches de ce fleuve.

De son côté, la Roumanie reconnaîtra à la flotte russe de la mer Noire le droit d'utiliser le port de Constantza et de prendre les mesures nécessaires contre la flotte sous-marine ennemie.

Les navires de guerre russes qui se serviront du Danube, tant pour garantir les rives que pour prêter concours à l'armée et à la flotte roumaines, seront sous les ordres du commandement en chef des armées roumaines et coopéreront sur ce fleuve avec l'escadre des monitors roumains. Les détails de cette coopération seront établis conformément aux articles de la présente convention.

ART. 3. — La Russie s'engage au moment de la mobilisation de l'armée roumaine, à envoyer en Dobroudja deux divisions d'infanterie et une division de cavalerie pour coopérer avec l'armée roumaine contre l'armée bulgare.

Les Alliés s'engagent à faire précéder au moins de huit jours par une offensive affirmée des armées de Salonique, l'entrée en guerre de la Roumanie, afin de faciliter la mobilisation et la concentration de toutes les forces militaires roumaines. Cette offensive commencera le 7/20 août 1916.

front et spécialement en Bucovine, pour repousser les Autrichiens et faire la jonction avec les armées roumaines qui pénétreront en Autriche-Hongrie.

La Russie devait envoyer au moment de la mobilisation roumaine, deux divisions d'infanterie et une division de cavalerie, pour coopérer avec les troupes roumaines en Dobrogea contre l'armée bulgare.

Si, au cours des opérations militaires les Puissances alliées, après entente entre les états-majors respectifs, étaient amenées à augmenter leur appoint militaire coopérant avec l'armée roumaine, cette augmentation de forces ne modifiera en rien les stipulations des conventions conclues.

ART. 4. — La France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie s'engagent à fournir à la Roumanie des munitions et le matériel de guerre qui seront transportés par des bateaux roumains ou alliés et transités par la Russie.

Ces livraisons et transports devront être exécutés de façon à assurer l'arrivée en Roumanie, d'une façon aussi continue que possible, d'un minimum de trois cents tonnes par jour, calculé sur un mois de transport.

Au cas où les Alliés auront à leur disposition de nouvelles voies d'accès facilitant le transit des munitions, la Roumanie pourra en bénéficier.

ART. 5. — Les Alliés s'engagent également à fournir à la Roumanie, dans la limite du possible, les chevaux, caoutchoucs, médicaments, articles de subsistance et d'équipement qu'elle demanderait dans les quantités et catégories qui seront fixées de commun accord.

ART. 6. — Les Alliés mettront à la disposition de la Roumanie le personnel technique nécessaire à la fabrication dans le pays des munitions et du matériel de guerre.

ART. 7. — Dès la conclusion de la présente convention, les états-majors des armées roumano-russes, ainsi que l'état-major des armées de Salonique se mettront d'accord pour établir les modalités de leur coopération.

L'accord pendant les opérations militaires des armées roumano-russes où tout changement, éclaircissement et supplément en vue d'une liaison permanente, s'établira au quartier général respectif, ainsi qu'il sera dit au-dessous.

ART. 8. — La coopération des armées alliées n'implique pas la subordination d'une des parties contractantes à l'autre, elle n'implique que la libre acceptation des dispositions ou modifications dues à la situation générale, aux nécessités exigées par le but poursuivi et la camaraderie d'armes.

Dans la convention signée à Paris par le maréchal Joffre, était prévu que les Russes enverraient 250.000 hommes en Dobrogea. Le colonel Tatarinoff, l'attaché militaire russe à Bucarest, assura formellement que les Roumains ne seraient pas attaqués sur ce front et que les Bulgares ne tireraient

ART. 9. — En principe, les troupes royales roumaines et les troupes impériales russes conserveront leur commandement propre, leur zone d'opérations distinctes et une complète indépendance dans la conduite des opérations. La ligne de démarcation entre les deux armées passera de Dorna-Vatra par la Bistritza et les vallées des rivières Chaio et Samesch à Debreczen. *Le but principal de l'action roumaine, en tant que la situation militaire au sud du Danube le permettra, sera par la Transylvanie dans la direction de Budapest.*

Les troupes russes prévues à l'article 3, destinées à coopérer avec l'armée roumaine, seront sous le commandement en chef de l'armée roumaine.

Au cas où le contingent russe opérant au sud du Danube serait considérablement augmenté de manière à être de force égale ou supérieure aux troupes roumaines avec lesquelles il coopérera, ce contingent pourra former, à la sortie du territoire roumain, une armée indépendante qui sera placée sous le commandement suprême russe. Dans ce cas, cette armée agissant hors du territoire roumain devra avoir une zone d'opérations distinctes et sera conduite d'après les directives du commandement suprême russe, tout en se conformant entièrement aux plans des deux quartiers généraux sur les bases établies ci-dessus.

Si en vue du but poursuivi, des opérations militaires, avec des forces combinées roumano-russes, devaient avoir lieu, le commandement de ces forces serait indiqué par la zone respective d'opérations. Tous les ordres et instructions relatifs à la conduite de ces opérations seront rédigés en roumain et en russe.

ART. 10. — En principe, dans le territoire national, de même que dans le territoire occupé par l'armée de l'une des parties contractantes, les armées de l'autre partie contractante ne pourront y pénétrer que si l'intérêt général et le but commun le réclamaient et avec le consentement écrit et préalable pour chaque cas particulier.

ART. 11. — Chaque fois qu'au cours des opérations, les armées alliées se trouveront dans la nécessité, pour le transport des troupes, provisions et fournitures militaires; d'user d'une ou plusieurs voies ferrées sur le territoire de l'Etat allié, l'utilisation sera établie pour chaque cas particulier par les délégués des grands quartiers généraux alliés.

pas contre les Russes, leurs bienfaiteurs. La Roumanie fut obligée de se contenter seulement avec trois divisions et la promesse de secours en cas de besoin.

Les alliés étaient obligés d'organiser une offensive soutenue de l'armée d'Orient du Général Sarrail, pour faciliter la mobilisation roumaine et fixer sur place les forces bulgares et celles du maréchal Mackensen.

L'administration, l'organisation des transports et d'approvisionnement avec les ressources locales incomberont, dans tous les cas, aux autorités territoriales.

ART. 12. — Les prisonniers, le butin de guerre et les trophées pris par l'une des armées, lui appartiendront.

Le butin de guerre, pris dans des combats en commun, et sur le même champ de bataille sera partagé proportionnellement aux effectifs qui y auront pris part. Toutefois, afin de faciliter l'approvisionnement de l'armée roumaine, le commandement impérial russe cèdera à celle-ci le matériel de guerre et les munitions compris dans ce butin mixte, dont elle aurait un besoin urgent.

ART. 13. — Pour coordonner les actions des armées roumaines, russes et alliées, et pour atteindre plus sûrement les buts militaires, un représentant de l'armée roumaine, aidé si nécessaire d'un certain nombre d'officiers adjoints, doit se trouver aux quartiers généraux russes et alliés au moment de l'ouverture des opérations militaires roumaines. De même, les représentants des armées russes et alliées et leurs adjoints doivent se trouver au quartier général de l'armée roumaine.

Les quartiers généraux des armées coopérantes doivent se renseigner mutuellement et en temps utile sur les conjectures militaires, la répartition des forces et la marche des opérations.

ART. 14. — Si, au cours des opérations, il survenait des situations exigeant la prise de mesures nouvelles et soulevant des questions non prévues dans la présente convention, toutes ces questions seront traitées dans chaque quartier général avec le délégué de l'armée alliée, mais ne deviendront définitives qu'après un accord des commandants en chefs.

ART. 15. — Pour pouvoir prendre à temps les mesures préparatoires au commencement des opérations, les parties contractantes devront s'entendre sur le plan de l'action militaire avant le jour de l'ouverture des hostilités par l'armée roumaine.

ART. 16. — La question des armistices sera décidée de commun accord par les commandements suprêmes des armées coopérantes.

ART. 17. — La présente convention demeurera en vigueur du jour de la signature jusqu'à la paix générale.

Fait en cinq exemplaires, à Bucarest, le 4/17 août 1916.

Les Puissances Alliées étaient obligées *de procurer et expédier en Roumanie les matériaux de guerre par la Russie*. Les transports devraient être organisés de façon, qu'il y eût un minimum de 300 tonnes arrivées en Roumanie journellement.

Pour pouvoir prendre toutes les mesures nécessaires, les parties contractantes devront s'entendre au commencement des opérations, sur leur plan d'action militaire, avant le jour de l'ouverture des hostilités par l'armée roumaine.

*

A la suite de la conclusion du traité diplomatique et de la convention militaire, le gouvernement roumain déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie, le 27 août 1916, à l'issue d'un Conseil de la Couronne, par la note suivante remise au comte Czernin, à Bucarest, et au baron Burian, Ministre des Affaires Etrangères de la Monarchie dualiste à Vienne.

« L'Alliance conclue entre l'Allemagne, l'Autriche-
« Hongrie et l'Italie n'avait, selon la déclaration même
« des Gouvernements, qu'un caractère essentiellement
« conservateur et défensif. Son objet principal était de
« garantir les pays alliés contre toute attaque du dehors
« et de consolider l'état des choses créé par les traités
« antérieurs.

« C'est dans le désir d'accorder sa politique à ces
« tendances que la Roumanie se joignit à cette alliance.
« Vouée à l'œuvre de sa constitution antérieure et fidèle
« à sa ferme résolution de demeurer dans la région du

« bas Danube un élément d'ordre et d'équilibre, la Rou-
« manie n'a pas cessé de contribuer au maintien de la paix
« dans les Balkans.

« Les dernières guerres balkaniques, en détruisant le
« statu quo, lui ont imposé une nouvelle ligne de conduite.
« Son intervention amena la paix et rétablit l'équilibre.

« Elle se contentait, pour elle-même, d'une rectifi-
« cation des frontières qui lui donnait plus de sûreté
« contre une agression et qui, en même temps, réparait
« l'injustice commise à son détriment au Congrès de
« Berlin.

« Mais, dans la poursuite de ce but, la Roumanie eut
« la déception de constater qu'elle n'avait pas rencontré
« auprès du Cabinet de Vienne l'attitude à laquelle elle
« était en droit de s'attendre.

« Lorsque la guerre éclata, la Roumanie, ainsi que
« l'Italie, refusa de s'associer à la déclaration de guerre
« austro-hongroise, dont elle n'avait pas été prévenue
« par le Cabinet de Vienne.

« Au printemps 1915, l'Italie était en guerre avec
« l'Autriche-Hongrie et la Triple Alliance n'existait plus.
« Les raisons qui avaient déterminé l'adjonction de la
« Roumanie à ce système politique disparaissaient en
« même temps.

« Au lieu d'un groupement d'Etats cherchant, par
« des efforts communs, à travailler d'accord pour assurer
« la paix et la conservation d'une situation de fait et de
« droit créée par les traités, on se trouvait en présence
« de puissances ne faisant la guerre que dans le but d'ar-
« river à transformer de fond en comble les anciens ar-

« rangements qui avaient servi de base à leur traité d'al-
« liance.

« Ces profonds changements étaient, pour la Rou-
« manie, la preuve évidente que le but qu'elle avait pour-
« suivi en se joignant à la Triplice, ne pouvait plus être
« atteint et qu'elle devait diriger ses vues et ses efforts
« vers des voies nouvelles, d'autant plus que l'œuvre en-
« treprise par les Austro-Hongrois prenait un caractère
« menaçant pour les intérêts essentiels de la Roumanie
« ainsi que pour ses aspirations nationales les plus légi-
« times.

« En présence d'une modification aussi radicale de
« la situation créée entre la monarchie austro-hongroise
« et la Roumanie, cette dernière a repris sa liberté d'ac-
« tion.

« La neutralité que le Gouvernement royal s'imposa,
« à la suite d'une déclaration de guerre faite en dehors
« de sa volonté et contraire à ses intérêts, avait été adop-
« tée, en première ligne, à la suite des assurances données
« au début par le gouvernement impérial et royal que la
« Monarchie, en déclarant la guerre à la Serbie n'avait
« pas été inspirée par un esprit de conquête et qu'elle ne
« poursuivait en aucune façon des acquisitions territoria-
« les. Ces assurances ne sont pas réalisées. Aujourd'hui
« nous nous trouvons en face d'une situation de fait dont
« peuvent sortir de grandes transformations territoriales
« et des changements politiques de nature à constituer
« une grave menace pour la sûreté et l'avenir de la Rou-
« manie.

« L'œuvre de paix que la Roumanie, fidèle à l'esprit
« de la Triplice, avait essayé d'accomplir, a été rendue
« stérile par ceux-là même qui étaient appelés à l'appuyer
« et à la défendre.

« En adhérant, en 1883, au groupe des Puissances
« Centrales, la Roumanie, loin d'oublier les liens du sang
« qui unissent la population du royaume aux Roumains,
« sujets de la monarchie austro-hongroise, avait vu, dans
« les rapports d'amitié et d'alliance établis entre les trois
« grandes puissances, un gage précieux pour sa tranquil-
« lité intérieure, aussi bien que pour l'amélioration de la
« sécurité des Roumains d'Autriche-Hongrie.

« En effet, l'Allemagne et l'Italie, qui avaient recons-
« titué leurs Etats sur la base du principe des nationalités,
« ne pouvaient pas ne pas reconnaître la légitimité du
« fondement sur lequel reposait leur propre existence
« avant l'Autriche-Hongrie. Celle-ci trouvait dans les re-
« lations amicales qui s'établissaient entre elle et le royaume de Roumanie des assurances pour sa tranquillité,
« tant à l'intérieur qu'à nos frontières communes; car
« elle n'était pas sans savoir à quel point le mécontente-
« ment de sa population roumaine se répercutait chez
« nous, menaçant à chaque instant de troubler les bons
« rapports entre les deux Etats.

« L'espoir que nous avions fondé à ce point de vue
« sur notre adhésion à la Triplice, fut trompé pendant
« une période de plus de trente ans. Les Roumains de la
« Monarchie non seulement n'ont jamais vu introduire
« une réforme de nature à leur donner même un semblant
« de satisfaction, mais, au contraire, ils ont été traités

« comme une race inférieure et condamnés à subir l'op-
« pression d'un élément étranger qui ne constitue qu'une
« minorité au milieu des nationalités diverses dont se
« composent les Etats austro-hongrois.

« Toutes les injustices qu'on faisait ainsi subir à
« nos frères ont entretenu entre notre pays et la monar-
« chie un état continuel d'animosité que les Gouverne-
« ments du royaume n'arrivaient à apaiser qu'au prix de
« grandes difficultés et de nombreux sacrifices.

« Lorsque la guerre actuelle éclata, on pouvait espé-
« rer que le gouvernement austro-hongrois, tout au moins
« à la dernière heure, finirait par se convaincre de la né-
« cessité urgente de faire cesser cette injustice, qui met-
« tait en danger non seulement nos relations d'amitié,
« mais même les rapports normaux qui doivent exister
« entre Etats voisins.

« Les deux années de guerre pendant lesquelles la
« Roumanie conserva sa neutralité, ont prouvé que l'Au-
« triche-Hongrie était hostile à toute réforme intérieure
« et ne pouvait rendre meilleure la vie des peuples qu'elle
« gouverne ; et elle se montra aussi prompt à les sacrifier
« qu'impuissante à les défendre contre les attaques exté-
« rieures.

« La guerre à laquelle prend part presque toute l'Eu-
« rope, agite les plus graves problèmes touchant au dé-
« veloppement national et à l'existence même des Etats.
« La Roumanie, par désir de contribuer à hâter la fin du
« conflit et sous l'empire de la nécessité de sauvegarder

« ses intérêts de race, se voit forcée d'entrer en ligne à
« côté de ceux qui peuvent lui assurer la réalisation de
« son unité nationale.

« Pour ces raisons, elle se considère, de ce moment,
« en état de guerre avec l'Autriche-Hongrie. »



Le même jour, le roi Ferdinand de Roumanie lança l'ordre de jour suivant et la proclamation à la nation qui expliquent l'entrée en guerre de la Roumanie.

Proclamation à la Nation.

« Roumains,

« La guerre qui, depuis deux années, a serré de plus
« en plus nos frontières et ébranlé profondément les an-
« ciennes fondations de l'Europe, prouve que le jour est
« arrivé ou doit être assurée la vie paisible de nos peu-
« ples.

« Le jour attendu depuis des siècles par la conscience
« nationale, le jour de fonder l'Etat roumain par l'union
« des principautés, préparée par la guerre de l'indépen-
« dance et par le travail infatigable de la race pour la
« renaissance nationale, est arrivé.

« Aujourd'hui nous devons achever l'œuvre de nos
« pères et réaliser pour toujours ce que Michel le Brave

« ne put réaliser que pour un instant : *l'union des Rou-*
« *maines des deux versants des Carpathes, des monts et*
« *des plaines de la Bukovine* ou Etienne le Grand repose
« pour toujours.

« En nous, en nos vertus, en notre vaillance, réside
« le moyen de restaurer la grande et la libre Roumanie
« prospère et pacifique, conformément aux aspirations de
« notre race.

« Roumains,

« Animés par le devoir qui nous est imposé, résolus
« à affronter virilement tous les sacrifices inhérents à une
« guerre acharnée, marchons au combat avec l'élan puis-
« sant d'un peuple qui a une confiance inébranlable dans
« son destin. Les fruits glorieux de la victoire vous ré-
« compenseront.

« Avec Dieu en avant

« Ferdinand

Ordre du jour à l'armée.

« Soldats,

« J'ai fait appel à vous, le cœur plein d'espoir. Les
« ombres des grands chefs Michel le Brave et Etienne
« le Grand, dont les restes immortels sont inhumés dans
« les provinces que vous allez délivrer, vous exhortent à
« la victoire.

« Vous serez les dignes fils de nos héros et vous
« vaincrez avec nos alliés.

« Une lutte acharnée vous attend au cours de laquelle
« vous aurez à vaincre les mêmes difficultés que vos an-
« cêtres.

« Dans les siècles à venir notre race vous bénira et
« vous glorifiera.

« Ferdinand »

**

L'Allemagne, ayant eu connaissance de la déclaration de guerre de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie, déclara elle-même la guerre de punition (Strafexpedition) à la Roumanie.

Voici le communiqué de l'agence Wolf :

« La Roumanie ayant rompu le traité conclu avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne et ayant déclaré la guerre
« à l'alliée de l'Allemagne, le ministre allemand à Bucarest
« a été chargé de demander ses passeports et de déclarer
« au gouvernement roumain, que l'Allemagne se considère
« désormais en état de guerre avec la Roumanie. »

Les Bulgares ont commencé immédiatement les hostilités et ensuite déclaré la guerre. La Bulgarie a déclaré la guerre à la Roumanie parce que *la Roumanie ne lui a pas permis en 1913 d'écraser ses alliés de la veille ¹⁾*, parce que

¹⁾ La Bulgarie, après avoir été victorieuse envers la Turquie, alliée avec la Serbie et la Grèce, en 1913, tourna subitement ses armes contre ses alliées, pour ne pas partager le succès commun, et si la Roumanie n'avait pas imposé la paix de Bucarest de 1913, à la suite des sollicitations de toutes les Puissances, la Bulgarie aurait anéanti ses deux alliées.

les journaux roumains ont ridiculisé le roi et les sujets bulgares, parce que la Bulgarie n'a pas pu acheter librement en Roumanie du sel, du pétrole et des allumettes depuis la guerre mondiale.

**

Dans les télégrammes que le roi Ferdinand a reçu de la part de ses alliés, on affirme solennellement le droit de la Roumanie de réaliser ses aspirations nationales.

Voici le message du président de la République française :

« Paris, le 28 août 1916.

« Sa Majesté le Roi de Roumanie

« Bucarest

« Au moment, où le peuple roumain, *répondant à l'appel*
« *de ses frères opprimés*, entre résolument dans la voie glo-
« rieuse où il trouvera *la certitude de réaliser ses aspira-*
« *tions nationales*, je prie votre Majesté de recevoir pour
« elle et pour son noble pays, les vœux chaleureux de la
« France.

« Raymond Poincaré »

Le président Deschanel, à la Chambre des Députés, le 12 septembre 1916, annonça l'entrée de la Roumanie en guerre, dans les termes suivants :

« Les destins s'accomplissent. La justice fait son
« œuvre. Avant-hier, le Portugal, hier l'Italie, aujourd'hui

« la Roumanie. Dix peuples debout, pour la liberté du monde !

« De la Roumanie comment douter ? Pouvait-elle donc servir ses oppresseurs séculaires, le Hongrois et le Turc ? Qu'avait-elle à attendre de l'empire du centre ? Leur victoire était sa perte.

« N'avait-elle pas, dès le lendemain de la bataille de la Marne, pris sa décision, d'accord avec la Russie ?

« N'avait-elle pas, dès l'intervention italienne, précisé avec la Triple Entente les terres d'exil où elle devait rentrer ?

« Dès lors, la présence des alliés à Salonique, espoir de tous ceux qui, en Orient, désiraient notre victoire, l'avance des Russes en Bukovine, la prise de Goritza, l'héroïque résistance de Verdun, achevaient d'offrir aux Roumains leur chance, comment tarder encore ?

« Chère Roumanie,

« Tu prends dans la lutte sacrée le rôle que t'assignait la noblesse de tes origines. Oui, tu es de la grande race patricienne, créatrice du droit. Pendant des siècles, au cours d'un long martyre, tu as bu jusqu'à la lie l'injustice et la douleur, mais dans la nuit profonde, tu gardais, avec ta langue, le secret de la force et de ton idéal. Le voici qui se réalise enfin ! Après t'être affranchie, tu vas sauver tes frères.

« Les héros de la Marne, de l'Yser et de Verdun, les héros de Liège et de Malines, de Belgrade et ceux des Carpathes et du Dniester et ceux de la Somme et du Jutland et ceux de l'Isonzo et du Carso, apportent à la co-

« lonne trajane illuminée du rayon de Plevna, leurs purs
« lauriers mêlés aux tiens ! »

La Roumanie a donc ouvert les hostilités le 27 août 1916 et, dans un élan indescriptible, les troupes roumaines ont passé les Carpathes et avancé plus de 100 kilomètres en Transylvanie, où elles espéraient voir les Russes avancer en même temps. *Une inactivité totale de la part des Russes et une acalmie sur les autres fronts des alliés, fut le résultat de l'entrée en guerre de la Roumanie.*

La Roumanie sur la frontière bulgare (Dobrogea), conformément à la convention militaire, devait laisser seulement quelques divisions pour couvrir sa frontière, car les divisions russes d'infanterie et de cavalerie devaient coopérer avec les troupes roumaines. Malgré toutes les préparations que la Roumanie fit longtemps avant l'ouverture des hostilités, pour permettre aux troupes russes d'arriver le plus tôt possible (en quelques heures) sur le front ; *la cavalerie russe ne parvenait pas à faire plus de 3 km par jour.*

Les troupes russes envoyées en Roumanie, étaient formées par des prisonniers tchéco-slovaques et serbes, armés par les russes et représentaient à peine 30.000 hommes, qui furent sacrifiés d'une manière stupide et pas une seule fois les quelques troupes russes qui ont fait pour la forme leur apparition en Roumanie, *n'ont lutté pour défendre le territoire confié à elles.*

L'armée de Salonique qui n'avait aucun appui sérieux en France ou en Angleterre, comme le général Sarrail le déclare, *n'a pu tenir le rôle que la convention militaire lui*

attribuait, de déclancher huit jours avant l'entrée de la Roumanie en guerre, une offensive soutenue pour fixer les troupes bulgares et celles de Mackensen.

L'inactivité sur tous les fronts qui suivit l'entrée de la Roumanie, permit aux Puissances Centrales de prendre des troupes sur tous les fronts et *d'apporter contre la Roumanie 58 divisions* ¹⁾, qui devait par sa défaite leur laisser en proie les pétroles et les céréales, dont les Centraux avaient absolument-besoin, pour continuer la guerre.

La résistance de l'armée roumaine qui devait défendre une frontière de 1500 km dans cette guerre, ce qui était énorme quand on sait que le front français mesurait 680 km, fut opiniâtre, et seulement après 3 mois de luttes continues, effectua sa retraite en gardant l'espoir de sauver une partie de la Valachie et la Capitale. Aucun secours n'est venu et la plus grande partie du pays fut occupée par l'ennemi ²⁾.

Tous les hommes politiques et militaires des Alliés firent des déclarations élogieuses pour la Roumanie et son armée, parmi lesquels nous citons *Lloyd George* dans son discours à Birkenhead en septembre 1917. Il dit :

.....

« L'héroïque combat de la Roumanie contre des forces
« supérieures durant tout le cours des opérations de 1916,
« il y eut des divisions qui restèrent plus de deux mois en
« lutte continue avec l'ennemi, sans pouvoir relever leurs
« hommes. Les officiers étrangers avaient peine à croire à
« ce spectacle d'invraisemblable endurance. »

¹⁾ Général Gavanescu C. : *Notre Guerre* (en roumain), page 15.

²⁾ Les détails sur la Guerre Roumaine se trouvent dans les ouvrages : Général Gavanescu : *Notre Guerre* (en roumain) ; Rosner : *Mit der 9ten Armee in Rumänien* (en allemand).

Le Général Malleterre écrit avec la sincérité d'un grand et honnête homme, dans le « Temps », le 1^{er} janvier 1917 :

« L'événement a prouvé qu'Hindenburg était informé
« de la situation des armées russes et roumaines. L'armée
« roumaine, isolée, livrée à elle-même, après de faciles suc-
« cès en Transylvanie, a été attaquée par les deux meilleurs
« lieutenants de Hindenburg : Mackensen et Falkenhayn.
« Nous en voyons aujourd'hui les résultats : Bucarest prise,
« toute la Valachie occupée, un tiers au moins de l'armée
« roumaine hors de combat. *Les Russes n'ont paru que pour*
« *recueillir la retraite roumaine, et ils forment actuellement*
« *barrage devant la Moldavie.* L'armée roumaine a échappé
« au désastre complet et va se reconstituer.

« Nous ne préjugerons pas la suite des événements
« dans les Balkans. *Entre le front actuel russo-roumain et*
« *le front de Macédoine, il y a trop de distance et de . . .*
« *mystère.*

« Mais la défaite des Roumains n'a pas été seulement
« le résultat de leur situation aventureuse et de l'énigmatique
« retard des Russes. Si Hindenburg a pu amener des forces
« considérables en Roumanie, c'est que l'accalmie s'est faite
« soudain sur le front occidental comme sur le front russe,
« comme sur le front italien.

« *A part le coup de main de Verdun, il n'y a eu depuis*
« *deux mois sur le front occidental que « la canonnade*
« *habituelle ».* La bataille de la Somme est interrompue.

« Sur le front russe, à part la diversion dans les Car-
« pathes, qui tient encore en échec l'attaque austro-allemande
« contre la Moldavie et qui a fait manquer en partie le plan
« d'enveloppement de la Roumanie, c'est aussi le silence. »

Et M. Lacour Gayet dans le « Petit Parisien » en novembre 1916 :

« Dès que la Roumanie prit les armes, Hindenburg fut
« obligé de renverser tous ses plans. Falkenhayn fut envoyé
« contre la frontière de Moldavie et de Valachie, et Macken-
« sen en Dobroudja. Il fallait passer sur les Roumains.

« *Hindenburg rapporta, ici son artillerie lourde et les*
« *divisions du front de Verdun et du Carso.*

« De là découlèrent quatre conséquences : le front
« russe, qui n'était plus menacé, devint offensif, *Verdun*
« *complèta sa ceinture inviolable avec les forts de Douau-*
« *mont et de Vaux, les Italiens purent faire de nouveaux*
« *progrès sur le Carso et capturer des milliers de prison-*
« *niers, et l'armée de Salonique reprendre son élasticité,*
« *culbuter les Bulgares et entrer à Monastir.*

« *Mais la Roumanie ? Comme un immense paratonnerre,*
« *elle a attiré sur elle tout l'ouragan qui sauvagement souf-*
« *flait de tous les côtés de l'horizon.*

« *Voici le service que nos frères d'Orient ont apporté*
« *à la cause commune. Les Alliés savent tous ce qu'ils doi-*
« *vent au roi Ferdinand et à son ministre Jean Bratiano,*
« *après la décision historique du 14 août 1916.*

« Ils ne l'oublieront jamais.

« Le paratonnerre a cédé dans la petite Valachie. Mais
« un peu de patience. Le paratonnerre roumain est de bonne
« qualité. »

CHAPITRE IV

L'Action diplomatique et militaire du Gouvernement roumain à Jassy.

Les armées roumaines arrivées en Moldavie à la fin de 1916, décimées par la guerre et les maladies, ont été réorganisées d'après les conseils du Général Berthelot, chef de la mission des officiers alliés envoyés en Roumanie.

Pour les armements, la mission française dut aller les chercher, à travers la grande Russie et dans cette question M. Djuvara, dans son ouvrage ¹⁾ nous montre ce qui suit :

« Ces armements ont été, en partie, retrouvés après la
« révolution dans les gares russes, où les fonctionnaires dé-
« clarèrent *qu'ils avaient été arrêtés par ordre*. D'autres
« s'étaient abimés en masses pendant l'hiver rigoureux de
« 1916—1917, dans les parcs découverts où on les avait re-
« tenu au milieu de la Russie. M. Protopopoff (ministre
« russe) avoua lui-même, *qu'il avait retenu à Petrograd les*
« *mitrailleuses destinées au début de la guerre à la Rouma-*

¹⁾ Djuvara M : *La Guerre Roumaine*, page 101.

« nie et les avait placées sur les toits des maisons, de peur
« de la Révolution. »

M. Albert Thomas, qui a visité la Roumanie comme ministre des munitions, dans son discours devant le Parlement roumain le 18 mars 1917, en parlant de l'armée roumaine, dit :

« L'armée roumaine constitue à l'heure actuelle une
« des grandes et belles forces de l'Entente. Nous avons ad-
« miré ses soldats, ces paysans roumains au corps solide,
« au visage franc, à l'air allègre. Nous les avons admirés,
« et lorsque les sections défilaient, lorsque nous les regar-
« dions s'éloigner vers l'extrémité du champ de manœuvres,
« notre Général (Berthelot) leur adressait ce qui est pour
« nous la plus belle des louanges. *Ne dirait-on pas, s'écriait-*
« *il, des soldats français ?* »

Le président du Conseil roumain est allé à Petrograd à la conférence interalliée (janvier 1917) et on a fait des projets pour une nouvelle action militaire. Le prince héritier Carol visita le Czar Nicolas II et on échangea des télégrammes dans lesquels on s'engageait à une action offensive en Roumanie.

La révolution russe, dont les événements sont connus, exigea de nouvelles tractations avec les hommes du nouveau régime. Kerensky, chef du gouvernement révolutionnaire, visita le front roumain.

Une offensive commencée le 24 juillet 1917 très heureusement et qui aurait pu se transformer en une grande victoire, l'armée roumaine, ayant gagné beaucoup de terrain, fut arrêtée à cause de la débandade qui se produisait dans les armées russes en Galicie.

Le Maréchal Mackensen saisit le moment pour anéantir complètement la Roumanie. Au mois d'août 1917 il attaqua la Moldavie avec la décision bien prise d'aller jusqu'au bout. La résistance victorieuse des Roumains, qui entraîna l'usure jusqu'à l'épuisement de 16 divisions, le fit s'arrêter.

De nouveau, MM, Pichon, Asquith, Lord Cecil et toute la presse alliée, ne firent aucune réserve *pour admirer l'effort des troupes roumaines et l'amour sacré de ces paysans, qui voulaient rentrer victorieux dans leurs foyers*. Nous citerons seulement cette appréciation faite par un ennemi, le comte Czernin, qui, dans un discours du 11 décembre 1917 a dit :

« La dernière offensive des troupes allemandes à Maresesti, a fini par une défaite allemande (hatte mit einer deutschen Niederlage geendet). »

L'armée roumaine, grâce à sa bravoure, a sauvé non seulement la Moldavie, mais aussi l'Ukraine, Kiev et Odessa, le grenier de la Russie.

A cause des Russes qui désertaient en masse, les Roumains furent obligées de remplir les trous produits dans le front russe et même d'aller désarmer les bolchévistes, en train de piller les villages roumains.

**

En cette situation, le gouvernement roumain prévint les Alliés de la dissolution des armées russes, par la note suivante, adressée aux ministres de la Roumanie à Paris, Londres et Rome et aux représentants des Puissances Alliés à Jassy le 6 décembre 1917 :

« Les armées russes sont, en fait, des bandes sans chef,
« entièrement empoisonnées par l'esprit anarchique et dans
« l'impuissance de maintenir leur front et incapables d'orga-
« niser la démobilisation pour leur retraite, qui par le man-
« que d'approvisionnements constitue par elle-même une
« œuvre de dévastation. Le seul mobile qui conduit ces
« bandes est celui des agents de Lénine et Racowsky, qui
« cherchent à donner un caractère systématique aux destruc-
« tions, par la dévastation de la Bessarabie et des départe-
« ments de la Moldavie occupés ou traversés par l'armée
« russe, menaçant de nous encercler des territoires désertés
« et pillés.

« A Jassy, le commandement russe ne peut pas compter
« sur une centaine d'hommes et la gare Socola avec les dé-
« pôts et les munitions russes dans les mains des bolchévis-
« tes, est un danger imminent de destruction et les mesures
« de défense, que nous serions obligés de prendre, pourraient
« faire naître des conflits entre nos troupes, dont l'effet se-
« rait certainement ressenti sur le front russe entier, où
« seul les bolchévistes exercent une action.

« Dans tous les cas, la situation générale est tellement
« mauvaise, que des incidents capables d'amener une catas-
« trophe, sont possibles à tout moment.

« Les Allemands, dont les émissaires traversent à vo-
« lonté le front russe, connaissent probablement notre situa-
« tion aussi. *Où sont, dans ces conditions, les services que*
« *nous pourrions rendre aux Alliés, qui doivent prendre en*
« *considération que, quelles que soient les considérations*
« *générales, l'Europe n'a pas intérêt à permettre la destruc-*

« *tion de la Roumanie, ni à laisser son peuple se tromper*
« *sur le caractère de ses véritables ennemis.* »

Les représentants de la France, de l'Angleterre, de l'Italie et même celui des Etats-Unis (avec lesquels la Roumanie n'avait aucun traité) ont répondu par la note suivante, *en reconnaissant l'extrême gravité de la situation, que le peuple roumain a fait tous les sacrifices pour la cause commune et que l'Entente devrait reconnaître que son alliée a rempli ses engagements:*

« Monsieur le Président,

« Vous avez bien voulu nous exposer, hier, la situation
« dans laquelle la Roumanie se trouve par la suite de l'action
« maximaliste. *Nous reconnaissons l'extrême gravité de*
« *cette situation*, nous prenons acte de l'opinion des auto-
« rités militaires sur l'impossibilité de mettre fin, *sans recou-*
« *rir dans le plus bref délai à l'intervention de l'armée rou-*
« *maine.*

« Dans la même conversation, *nous avons pris connais-*
« *sance des nouvelles d'Ukraine, d'après lesquelles le gou-*
« *vernement ukrainien a déjà pris avec succès toutes les*
« *mesures possibles pour résister au mouvement maximaliste,*
« *contre lequel il s'est prononcé résolument.* Nous pensons
« *que c'est un devoir de reconnaître l'étendue des sacrifices*
« *que le peuple roumain et son héroïque armée rassemblée*
« *autour de son grand Roi et de son gouvernement, ont*
« *souffert avec tant de fidélité pour la cause commune de*
« *la Roumanie et de l'Entente.*

« De notre part nous sommes prêts à approuver et à
« aider, par tous les moyens, les opérations de police mili-
« taire proposées et qui nous semblent le seul espoir d'accor-
« der le maintien de l'ordre, *avec la nécessité impérieuse de*
« *maintenir un front qui prolonge le front ukrainien.*

« *Nous constatons que si, malheureusement, l'opération*
« *ne réussissait pas*, la Roumanie serait dans l'impossibilité
« d'exécuter la décision qu'elle a prise d'évacuer totalement
« ou partiellement son armée et même d'organiser le départ
« de la famille royale et du gouvernement royal (nous cons-
« tatons) *l'Entente devrait reconnaître que son alliée a rem-*
« *pli loyalement ses engagements.* Nous prions votre Ex-
« cellence de bien vouloir porter cette lettre à la connais-
« sance de Sa Majesté le Roi et du Conseil des Ministres.

« (ss) Barclay, Wopicka, St-Aulaire, Fasciotti.

Le gouvernement roumain envoie le 9 décembre 1917 une note à ses représentants auprès des gouvernements alliés pour leur communiquer qu'il est décidé de suivre l'action indiquée par la note précédente et qui, si elle ne réussissait pas, *il considère que la Roumanie n'aura plus d'autres obligations à remplir, mais que l'entente continuera d'avoir toutes ses obligations envers elle.*

Voici cette note :

« Les événements se précipitent. Les bolchevistes de la
« gare Socola ont voulu arrêter le Général Tcherbatcheff ¹⁾
« pour le tuer. Celui-là réussit à arrêter les chefs du mouve-

¹⁾ Le Commandant en chef de l'armée russe en Roumanie.

« ment parmi lesquels Rochal ,arrivé de Kronstadt. Le Gé-
« néral m'a demandé que la gare soit occupée par l'adminis-
« tration roumaine et de donner l'ordre à nos troupes d'in-
« tervenir dans le cas où un conflit armé interviendrait en-
« tre les troupes bolchevistes et celle envoyée pour les désar-
« mer. Il a déclaré qu'il se croit obligé de quitter son com-
« mandement dans le cas où il n'aurait notre appui pour em-
« pêcher les bolchevistes de Jassy et d'ailleurs de devenir
« les maîtres absolus de l'armée.

« En vue d'une pareille éventualité, les quatre minis-
« tres de l'Entente nous ont demandé par écrit, pendant cette
« journée, de donner appui au Général Tcherbatcheff en
« reconnaissant que, si cette opération ne réussissait pas à
« assurer le front ukrainien et si la Roumanie se trouvait
« dans l'impossibilité d'évacuer son armée et d'organiser le
« départ de son gouvernement, l'Entente devrait reconnaître
« que la Roumanie a exécuté loyalement tout son devoir
« envers les Alliés.

« Nous avons décidé de commencer cette action en mon-
« trant toutes les difficultés et en déclarant que, si elle ne
« réussissait pas, l'Entente devrait reconnaître que nous
« n'avons plus aucune obligation envers elle, mais qu'elle
« continue à avoir envers nous toutes les obligations dans le
« cas où il nous serait impossible de continuer une lutte
« armée contre les Allemands, étant en même temps entou-
« rés d'une armée russe qui, par cette action, deviendrait
« plus vite notre ennemie. Nous avons demandé que notre
« trésor de Moscou soit garanti envers les Alliés. »

Dans les notes du gouvernement roumain adressées aux Alliés, on peut voir le tragique de la situation créée par la dissolution des armées et du front russe, qui devait finir par l'armistice conclu au mois de novembre 1917 à Brest-Litovsk, entre la Russie et les Puissances Centrales.

Les représentants de la Rada (Conseil) d'Ukraine conclurent aussi l'armistice et enfin le Général Tcherbatcheff, commandant du front russe en Roumanie, signa l'armistice avec l'ennemi le 9 décembre 1917, à la suite d'un ordre du gouvernement russe.

L'armée roumaine ne pouvait plus, dans ces conditions, continuer à elle seule la lutte, et le Maréchal Joffre reconnaît l'amertume de cette armée de ne pouvoir rentrer chez elle par la victoire, dans son discours du 20 décembre 1918 à l'Académie française, à l'occasion de sa réception :

« Les armées russes entraînent dans leur chute cette
« admirable armée roumaine, chez laquelle l'amertume du
« renoncement à la lutte s'est accrue du sentiment qu'elle
« avait de sa force retrouvée au cours d'un hiver consacré
« à s'instruire. »

**

La paix des bolchevistes russes et celle de l'Ukraine permit à l'Allemagne d'adresser un ultimatum à la Roumanie. Le gouvernement roumain, qui avait résisté jusqu'ici, céda sa place à un gouvernement du Général Averesco, qui signa, le 25 février 1918, les préliminaires et qui, à son tour, céda sa place à M. Marghiloman, plus capable comme homme politique et par ses relations personnelles, de traiter avec les Allemands.

Avant de discuter la paix de Bucarest (1918), conclue après que l'Allemagne eut annoncé sa décision *de faire une paix sans annexions et sans contributions de guerre*, qu'il nous soit permis de parler d'un heureux événement qui est venu donner le premier espoir de justice aux Roumains, *l'union de la Bessarabie avec la Roumanie*.

L'Union de la Bessarabie avec la Mère-Patrie.

Le 3 novembre 1917, les délégués de 250.000 soldats des armées russes (Roumains de Bessarabie) remis à Chisineu, ont proclamé la Bessarabie République autonome, avec un gouvernement provisoire et une armée nationale. L'autonomie de la République de Bessarabie fut reconnue par la République des Soviets des paysans, des soldats et des ouvriers russes et de l'Ukraine.

Le Conseil National, issu des élections générales (suffrage universel et égal), a voté, le 27 mars 1918, l'union de la Bessarabie avec la Mère-Patrie et remis l'acte suivant à M. Marghiloman, président du Conseil roumain :

*Résolution du Conseil National de Bessarabie
du 27 mars — 9 avril 1918.*

« Au nom du peuple de Bessarabie, le Conseil National déclare :

« La République Démocratique Moldave (Bessarabie), dans ses limites d'entre le Prouth, le Dniéster, le

« Danube, la Mer Noire et les anciennes frontières avec
« l'Autriche, arrachée par la Russie, il y a plus de cent
« ans, au corps de la vieille Moldavie, en raison du droit
« historique et du droit national, sur la base du principe
« que les peuples seuls doivent décider de leur sort, doré-
« navant et pour toujours, s'unit à sa Mère-Patrie, la
« Roumanie.

« Cette union se fait sur les bases suivantes :

« 1. — Le Conseil National actuel est maintenu pour
« résoudre et réaliser la question de la réponse agraire
« d'après les besoins et les demandes du peuple ; ses déci-
« sions seront reconnus par le Gouvernement roumain ;

« 2. — La Bessarabie conserve l'autonomie provin-
« ciale : elle aura un Conseil National (Diète), élu doré-
« navant par suffrage universel, égal, direct et secret,
« avec un organe exécutif et une administration propre :

« 3. — La compétence du Conseil National s'étend :
« au vote des budgets locaux, au contrôle de tous les or-
« ganes de zemstvos et des villes, à la nomination de tous
« les fonctionnaires de l'administration locale par son or-
« gane exécutif ; mais les hauts fonctionnaires sont con-
« firmés par le Gouvernement ;

« 4. — Le recrutement de l'armée se fera, en prin-
« cipe, sur des bases territoriales ;

« 5. — Les lois en vigueur et l'organisation locale
« (assemblées provinciales et villes) sont maintenues, et

« ne pourront être changées par le Parlement Roumain
« qu'après que les représentants de la Bessarabie pren-
« dront part à ses travaux;

« 6. — Respect de droits des minorités de Bessara-
« bie;

« 7. — Deux représentants de la Bessarabie entre-
« ront dans le Conseil des Ministres Roumain. Ils seront,
« pour l'instant, désignés par le Conseil National actuel;
« dans l'avenir, ils seront pris dans le sein des repré-
« tants de la Bessarabie au Parlement Roumain;

« La Bessarabie enverra au Parlement Roumain un
« nombre de représentants proportionnel à sa population;
« ces représentants seront choisis sur la base du suffrage
« universel, égal, direct et secret;

« 9. — Toutes les élections de Bessarabie pour les
« conseils de canton (voloste), villages, villes, les assem-
« blées provinciales et le Parlement, se feront sur la base
« du suffrage universel, égal, direct et secret;

« 10. — La liberté personnelle, la liberté de la presse,
« de la parole, la liberté religieuse, la liberté de réunion,
« et toutes les libertés publiques, seront garanties par la
« constitution;

« 11. — Toutes les infractions aux lois commises
« pour des raisons politiques dans la période troublée de
« la dernière révolution sont amnistiées.

« La Bessarabie, se réunissant à la Roumanie comme
« une fille à sa mère, le Parlement Roumain décidera la
« convocation sans délai d'une Constituante dans laquelle
« entreront proportionnellement à la population, les re-
« présentant de la Bessarabie choisis par suffrage uni-
« versel, égal, direct et secret, pour décider par un com-
« mun accord l'inscription dans la constitution des prin-
« cipes et des garanties ci-dessus.

« Vive l'Union de la Bessarabie et de la Roumanie
« partout et toujours ! »

« Le Président du Conseil National

(ss) JON INCULETS. »

« Le Secrétaire du Conseil National

(ss) J. BUZDUGAN. »

CHAPITRE V

La Paix de Bucarest.

Les exigences de l'ennemi. — La Paix fut-elle valable?

Malgré l'attitude de la Roumanie et de l'Entente qui n'ont jamais reconnu cette paix, qui n'a pas été consacrée ni par le Roi de Roumanie, ni ratifiée, et malgré le renoncement de l'Allemagne à cette paix, par les conditions de l'armistice général signé le 11 novembre, nous croyons devoir parler de cette paix qui démontrera aux esprits les plus modérés, la signification exacte de cette « *paix sans annexions et sans contributions* », annoncée journellement par la majorité du Reichstag et par des personnes autorisées de l'Empire Allemand.

Les tractations de la paix de Bucarest furent longues à cause de nouvelles exigences allemandes, variables d'un jour à l'autre, à cause de la mauvaise volonté d'un ennemi qui voulait exploiter librement un riche pays, qu'il avait réussi de mettre en coupe réglée pour le bien-être de la métropole, et parce que la Roumanie n'était pas trop pressée de signer un traité qui la réduisait à un esclavage économique complet.

Par le traité de paix que M. Marghiloman fut obligé de signer, pour garder libre le reste du pays (le 7 mai 1918) et qui devait entrer en vigueur seulement après l'échange des documents de ratification à Vienne ¹⁾ la Roumanie s'obligeait ²⁾:

1° *Céder aux Puissances Centrales la Dobrogea entière pour la mise en valeur de laquelle la Roumanie a dépensé des centaines des milliers de francs dans de grands travaux, comme le pont sur le Danube, le port de Constantza, les silos (magasins modernes pour garder et trier les céréales) et les pipes-lines dont le point de départ est à 300 km à Campina, centre de la région pétrolifère roumaine.*

2° *Céder au profit de l'Autriche-Hongrie sur toute la frontière avec ce pays, une large bande de territoire dans laquelle étaient comprises les montagnes, les plus belles forêts et chutes d'eau de la Roumanie et, par conséquent, des richesses de premier ordre;*

3° Le territoire occupé de la Roumanie restera sous l'occupation militaire allemande, jusqu'à un accord ultérieur, même après la ratification de la paix, qui détiendra les moyens des communications, comme les chemins de fer et les postes;

4° Malgré les traités internationaux de Londres (13 mars 1871) et Berlin (1878), les droits de la Hongrie sur le Danube reçoivent une extension T. Severin.

¹⁾ Art. 31 du Traité de Bucarest.

²⁾ Pour les détails, voir le Traité de Paix de Bucarest du 7 Mai 1918.

Parmi les clauses économiques :

5° La Roumanie est obligée de retirer le papier-monnaie émis par l'Allemagne en Roumanie, pour le paiement de leurs achats et réquisitions dans le territoire occupé, en valeur de 2.200 millions de lei. Cette émission est une des grandes causes de la dépréciation subie par la monnaie roumaine ;

6° La Roumanie est obligée de vendre aux Puissances Centrales son excédent en céréales et animaux, avec des prix fixés par le traité qui représentent la moitié des cours mondiaux, pour deux ans et cinq ans suivant avec des prix qui seront fixés par une commission mixte ;

7° La Roumanie accorde une concession à la société allemande Oelländereien Pachtgesellschaft m. b. H., l'exploitation de tous les terrains pétrolifères appartenant à l'Etat et s'engage à concessionner à la dite société tous les terrains dont les concessions actuelles expireront. C'est-à-dire que la société allemande deviendra, peu à peu, presque l'unique extracteur pour 90 ans. Pour cette exploitation, l'Etat roumain devait toucher une redevance ¹⁾ ridicule par son mode de calcul !

8° La Roumanie s'engage à créer un monopole commercial du pétrole et de l'industrie pétrolifère au profit d'une société allemande qui lui sera désignée par les Gouvernements de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

Par conséquent, il ne restait à la Roumanie et aux Roumains que quelques petits extracteurs, qui étaient obligés

¹⁾ Droit du propriétaire du sol de la part de l'exploitant.

de vendre leurs produits à la société allemande *et cela pour 90 ans.*

L'Etat roumain devait être à la merci de cette Société qui avait tous les droits possibles ! sur les pipes-lines, sur les chemins de fer, télégraphes et même jouissait d'une juridiction spéciale formée par des arbitres, la majorité des étrangers.

Pour toute cette abdication à tous ces droits régaliens, la Roumanie touchait comme taxes d'exportation, pour une des plus grandes richesses du pays, 3.50 lei par tonne de pétrole brut et 4 lei par tonne pour les produits dérivés.

9° La Roumanie devait céder une partie du port danubien Giurgiu pour 40 ans à une société allemande pour la construction d'un chantier naval.

10° La Roumanie devait louer pour 30 ans son chantier naval de T. Severin, avec une bande de territoire autour et le long du Danube jusqu'à la frontière, pour la ridicule somme de 1000 lei par an.

**

L'auteur de cette abominable paix « sans annexions ni contributions », M. de Kuhlmann, ministre des affaires étrangères d'Allemagne, a déclaré, après la signature du traité, le 18 mai 1918, ¹⁾

¹⁾ *Le Temps*, 10 mai 1918.

« Nous espérons que cette paix ne répond pas seulement aux intérêts politiques et économiques des alliés
« *mais qu'elle permettra aussi à la Roumanie de se relever*
« *et se remettre des blessures que lui a causées la guerre.*

Aux objections d'un des délégués roumains, à la Conférence de Bucarest, sur la dureté des conditions, M. de Kühlmann lui a répondu ¹⁾:

« La Roumanie devrait se considérer heureuse, *ayant*
« *été traitée amicalement, tandis que les conditions seraient*
« *plus lourdes pour ses alliés.* »

Pourtant le même M. de Kühlmann, invité à s'expliquer devant les Chambres de Commerce allemandes, accusé de faiblesse, répond ²⁾:

« Les chambres de commerce allemandes peuvent être
« certaines, que les obligations que nous avons imposées à
« la Roumanie, lui demandent un effort considérable et les
« obligations économiques donneront plus qu'on peut le
« penser à la première vue. Avec les billets de la Banque
« Générale, c'est déjà assez pour la Roumanie. »

Le Général Averesco qui signa, comme président du Conseil, les préliminaires de la paix de Bucarest, déclare:

« Je considère comme l'acte le plus important de mon
« court ministère la déclaration de MM. Balfour et Pichon

1) Kastris D. : *Capitaux étrangers dans la Finance roumaine* (1921).

2) *Vossische Zeitung*, 5/6 1918.

« que le traité imposé par les Allemands n'est pas existant
« pour l'Entente. »

Voilà, pour finir, ce que M. A. Gauvain écrit sur la paix de Bucarest dans le « Journal des Débats », le 8 octobre 1918:

« Si la Roumanie trahie par la Russie et encerclée
« de toutes parts, s'est courbée devant la Germanie avant
« la conclusion de la paix générale, c'est afin de sauver
« ce que lui restait de matériel de guerre, d'armée et de
« gouvernement national, et de préserver ainsi le prochain
« avenir. Elle a sagement agi. Si son gouvernement et les
« débris de son armée s'étaient réfugiés en Ukraine, elle
« y eut été désarmée et s'y fut enlisée. Elle n'avait point,
« comme la Serbie, la ressource d'un exode par la mer:
« *Elle eut fait le jeu de l'Austro-Allemagne qui aurait sup-*
« *primé la dynastie régnante, occupé la Moldavie et la Bes-*
« *sarabie et raccourci le front oriental. Peut-être la capitu-*
« *lation bulgare ne se fut-elle point produite. Soyons donc*
« *reconnaissants et fidèles envers un peuple qui attend avec*
« *impatience et au milieu de misères sans nom le moment*
« *de se libérer.* »

CHAPITRE VI

La rentrée de la Roumanie en guerre.

Pendant tout le temps des tractations avec les Allemands, les plus cordiales relations diplomatiques ont été entretenues avec l'Entente. Voilà la déclaration de M. Bratiano, ancien président du Conseil : ¹⁾ :

« Le brave Général Lafont, qui repose au milieu de
« ces camarades roumains de lutte, est resté comme repré-
« sentant des Alliés en contact direct et collaboration mili-
« taire, avec le commandement de notre armée, représentée
« tout d'abord par notre Souverain. ,

« C'était admis et décidé, que la Roumanie recommen-
« cera la lutte quand nos alliés pourront reprendre à nos
« frontières, la place qu'ils avaient promis de tenir par la
« présence des Russes. Le jour dans lequel d'autres troupes
« alliées, cette fois des troupes occidentales, pourront réta-
« blir le contact avec la Roumanie, la Roumanie solidaire
« avec eux devait recommencer immédiatement son action
« militaire.

¹⁾ Chambre des Députés 16 décembre 1919.

« M. Clemenceau, le président du Conseil, ayant décidé
« de faire reprendre aux armées d'Orient leur activité mili-
« taire, envoya par la voie de l'air, notre ancien ministre
« plénipotentiaire, M. Antonesco, avec un message secret
« pour moi: « *Soyez prêts* » et nous lui avons répondu:
« « *Nous sommes prêts* », et nous avons demandé « *quand*
« *et comment* » et le Général Berthelot de Salonique répon-
« dit « *tel jour et.....* » et le Général Prezan de Jassy
« lui répondit: « *Le jour que vous avez fixé, nous y serons.* »

**

Immédiatement après que la Roumanie eût la possibilité de rejoindre ses alliés, elle le fit avec le grand enthousiasme d'une nation, qui a connu toutes les souffrances physiques et morales pendant la guerre.

Le Roi Ferdinand de Roumanie lança à la nation et à l'armée, le 28 octobre 1918, la proclamation suivante:

« Roumains,

« Quand le 27 août 1916 je vous ai appelé à la
« lutte pour la libération de vos frères, j'ai eu la croyance
« inébranlable que notre juste cause vaincra et que la vic-
« toire sera du côté de nos puissants alliés, auxquels nous
« avons lié notre sort.

« Quoiqu'elles n'ont pas été vaincues et animées du
« plus virile élan, nos armées, entourées par l'ennemi de
« tous les côtés par la chute de la Russie, ont été forcées,
« l'hiver passé, d'interrompre la lutte que nos alliés ont
« continué, avec tant de persévérance et de gloire.

« Aujourd'hui il nous est possible d'unir nos troupes
« avec celles de nos alliés, nous sommes obligés de rentrer
« en lutte à côté d'eux, pour aller à côté d'eux à la victoire
« définitive, qui nous apportera les fruits de nos sacrifices
« et de notre bravoure.

« Roumains,

« Les sacrifices du peuple roumain, si éprouvé au cours
« des siècles, touchent à leur fin. Dans le moment où nos
« alliés passent le Danube et où nous pouvons nous retrouver
« à côté d'eux pour chasser l'ennemi qui, depuis deux ans,
« souille et pille la terre de nos ancêtres, je suis convaincu
« que vous répondrez à mon appel avec le même amour de
« la patrie et que la Roumanie verra s'accomplir le rêve de
« tous les Roumains.

« Libres et unis, une vie saine et puissante est assurée
« au peuple roumain entier.

« Les fils de vos fils béniront vos efforts et glorifieront
« ceux qui se sont sacrifiés pour l'idéal national.

Ferdinand. »

Le gouvernement roumain, par le président du Conseil Général Coanda, qui succéda au gouvernement Marghiloman, envoya aux représentants des Puissances Alliées à Jassy et télégraphia aux représentants de la Roumanie, accrédités auprès des gouvernements alliés, la note suivante, le 28 octobre 1918:

« La Roumanie, tant du point de vue moral que politique, a le droit à la réalisation de ses revendications. Elle

« sait que les alliés lui reconnaissent ce droit, en vertu des
« principes dont ils sont les représentants et qui ont été
« formulé par le président Wilson quand il a déclaré que
« *les solutions de la guerre découlent de sa nature même*
« *et des circonstances de la guerre. Tout ce que les hommes*
« *d'Etat puissent faire, c'est de les réaliser ou de les trahir.*
« En effet, la question des Roumains de Hongrie s'est im-
« posée par sa nature même et le jour, où les principes de
« justice, d'indépendance, de liberté des peuples, ont été
« proclamés. Cette question s'est imposée aussi par les cir-
« constances de la guerre, quand par le traité du 4 août 1916,
« les Alliés se sont obligés à assurer aux roumains leur unité
« nationale.

« Par ce traité, la Roumanie a accompli son devoir.
« L'esprit de justice qui anime les alliés et les a poussés à
« reconnaître que dans l'œuvre commune des grandes et
« petites puissances, la Roumanie, avec croyance et virilité,
« a apporté son tribut de lutttes et de sacrifices, quand, *dans*
« *un moment qui aurait pu être décisif pour les ennemis,*
« *son action a dégagé les autres fronts et attiré sur elle-*
« *même des forces qui dépassaient de beaucoup les forces*
« *qu'elle aurait pu mettre en ligne.* Certainement, le résultat
« de son entrée en guerre pour la cause générale, a été de
« beaucoup supérieur à celui que les alliés auraient eu le droit
« d'espérer.

« La paix de Bucarest, qui n'a jamais été consacrée ni
« par le Roi, ni ratifiée, ne peut pas annuler les liens de ce
« traité; car la Roumanie a été forcée à cela par la paix de
« Brest-Litovsk et par la soumission de l'Ukraine envers
« les Puissances Centrales — c'est-à-dire dans un état de

« droit, dans lequel les représentants des Alliés, la Russie,
« dont la collaboration a été promise, avaient pactisé avec
« l'ennemi.

« Tant qu'il y a eu un espoir de refaire au moins par-
« tiellement le front russe, la Roumanie a résisté à toutes
« les menaces, comme elle a résisté à toutes autres menaces
« qui, avant la paix russe, définitive, auraient pu lui faciliter
« sa situation.

« Les représentants officiels des Alliés à Jassy, ont re-
« connu que les essais faits par les troupes roumaines avec
« les armes contre les bolchevistes, sont les derniers efforts
« militaires que les Alliés étaient en droit de demander à
« la Roumanie.

« A la suite de cette dernière action, le souci principal
« de la Roumanie, imposé par l'intérêt commun, était de
« garder l'armée de ces conditions qui lui auraient rendu
« impossible une nouvelle action dans une autre époque de la
« guerre mondiale.

« Cette époque commença au mois d'octobre 1918. Il
« est naturel, que tout ce qui s'est passé à la suite de la
« paix de Brest-Litovsk et la soumission de l'Ukraine, soit
« considéré nul comme existence et résultat. Et immédiate-
« ment après que la Roumanie en a eu la possibilité, sans au-
« cun retard, elle a repris sa collaboration militaire avec les
« alliés, imposée par les liens que le Roi et le pays ne les ont
« jamais considérés comme détachés. »

L'armée alliée de Salonique, à la suite de la défection bulgare, avança vers le Danube et les troupes roumaines se

sont mises en marche vers le territoire occupé de la Roumanie. L'armée allemande d'occupation, Mackensen, se retira en détruisant les travaux d'art et les moyens de communication roumains et fut ensuite internée en Hongrie.

L'Union des provinces roumaines à la Mère-Patrie.

Quand l'armée d'Orient put entrer en Bulgarie, quand la déroute des Centraux commença au mois d'octobre 1918, et quand, par la suite de la révolution dans les pays ennemis, se produisit cet effondrement des trônes des empereurs et rois des Centraux, la Roumanie a vu se produire les événements sur lesquels elle avait compté dès son entrée en guerre.

Les nations allogènes de l'Autriche-Hongrie créèrent des Assemblées Nationales qui ont désigné les Conseils dirigeants (les gouvernements provisoires), qui devaient maintenir l'ordre intérieure, jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale se soit prononcée sur le sort définitif de ces provinces.

Quand les armées alliées entrèrent dans ces provinces, elles trouvèrent des gouvernements qui fonctionnaient, des milices nationales et des assemblées qui avaient déjà voté l'union à la mère-patrie en exerçant ce droit de libre décision des peuples par eux-mêmes.

Le 13 novembre 1918, l'Assemblée Nationale de tous les Roumains de la Bucovine et à laquelle ont pris part les délégués des minorités polonaises et allemandes, réunie à Cernantzi, a voté à l'unanimité l'union inconditionnée et éternelle de cette province avec le royaume de Roumanie.

Voici l'acte en cause :

Motion du Congrès Général de Bucovine

15 — 28 novembre 1918.

Le Congrès Général de Bucovine, assemblé aujourd'hui jeudi 15/28 novembre, dans la salle du Synode Cernautsi,

Considérant que depuis la formations des principautés roumaines, la Bucovine, qui comprend les anciens territoires de Suceava et de Cernautsi, a toujours fait partie de la Moldavie, qui s'est fixée autour d'elle comme Etat ;

Considérant que, à l'intérieur des limites de ce pays, se trouvent l'ancien siège princier de Suceava, les tombeaux des princes de Radautsi, Putna et Sucevita, ainsi que beaucoup d'autres restes et souvenirs précieux du passé de la Moldavie ;

Considérant que les fils de ce pays, coude à coude avec leurs frères de Moldavie et sous la conduite des mêmes princes, ont défendu, au cours des siècles, l'existence de leur race contre toutes les entreprises du dehors et contre l'invasion païenne ;

Considérant que, en 1774, par trahison, la Bucovine a été arrachée du corps de la Moldavie et réunie par la violence à la couronne des Habsbourg ;

Considérant que, pendant 144 années, le peuple de Bucovine a enduré les souffrances d'une domination étrangère qui ne tenait pas compte de ses droits nationaux et qui, par des manœuvres détournées et des persécutions, cherchait à dénationaliser son âme et à exciter des inimitiés

avec les autres nationalités avec lesquelles il veut vivre fraternellement ;

Considérant que, au cours des 144 années, le peuple de Bucovine a combattu en martyr sur tous les champs de bataille de l'Europe, sous un drapeau étranger, pour le maintien, la gloire et la grandeur de ses oppresseurs, et que, en récompense, il a dû souffrir la diminution de ses droits héréditaires, l'expulsion de sa langue de la vie politique, de l'école et même de l'église ; considérant que pendant le même temps, ce peuple autochtone a été empêché systématiquement d'utiliser les riches sources de revenus de ce pays, et a été dépouillé en grande partie de son vieil héritage ;

Considérant que, malgré tout, le peuple de Bucovine n'a pas perdu l'espérance que l'heure du salut, attendue avec tant de désir et de souffrance, arriverait, et que l'héritage de ses ancêtres découpé par des frontières illégales, retrouverait son intégrité par la réannexion de la Bucovine à la Moldavie d'Etienne, et que ce peuple a sans cesse nourri l'espoir que le grand rêve de sa race se réalisera le jour où s'uniront tous les pays roumains entre Dniester et Tissa en un seul Etat national unitaire ;

Constate que cette grande heure a sonnée !

Aujourd'hui que, après les efforts et les sacrifices héroïques de la Roumanie et de ses puissants et nobles Alliés, se sont établis dans le monde les principes de droit et d'humanité pour tous les peuples, et que, à la suite de coups décisifs, la Monarchie austro-hongroise a été ébranlée dans ses fondements et s'est écroulée, et que tous les peuples qu'elle enchaînait en elle ont conquis le droit de

libre disposition d'eux-mêmes, la première pensée de la Bucovine affranchie va au royaume de Roumanie auquel elle a toujours lié son espoir d'affranchissement.

En conséquence, nous, Congrès général de Bucovine, incarnant le pouvoir suprême du pays et étant seul investi du pouvoir législatif, au nom de la souveraineté nationale,

Décidons :

L'union inconditionnée et éternelle de la Bucovine dans ses anciennes frontières, jusqu'aux Ceremush, Colacin et Dniéster, avec le Royaume de Roumanie.

Le docteur Stanislas Kwiatkowski lit, en langue polonaise, la déclaration suivante au nom du Conseil national des Polonais de Bucovine.

« Le peuple polonais remplissant sa mission historique en défendant le christianisme et la civilisation dans l'Europe orientale, a pendant des siècles entiers rempli des tombeaux innombrables de ses soldats les territoires situés au Sud du Dniéster dans lesquels le peuple roumain était le maître ancien. »

« Nous, Polonais, qui vivons aujourd'hui en Bucovine, nous légitimons nos droits anciens de vivre dans ce pays par le sang versé dans ces lieux et par les ossements des cavaliers polonais répandus ici, et auxquels se sont ajoutés les nouveaux tombeaux des braves légionnaires tués dans les luttes sanglantes de la présente guerre. »

« Nous fondant sur ces droits, nous avons vécu ici les 150 dernières années comme un élément pacifique de civi-

lisation vivant en paix et concorde au milieu du peuple roumain qui, bien que souffrant beaucoup sous une domination étrangère prolongée, a montré une chaude cordialité pour le peuple polonais voisin, lorsque les martyrs de notre liberté ont cherché sur la rive droite du Dniéster une protection contre les bourreaux et contre les geôliers. »

« Dans les souvenirs toujours vivaces du peuple polonais vit l'année 1863, époque à laquelle le chevaleresque peuple roumain a ouvert hospitalièrement ses palais et ses maisons aux révolutionnaires polonais émigrés, qui avaient versé leur sang pour la liberté de leur peuple. »

« Nous, Polonais de Bucovine, avant-garde vers l'Orient du peuple polonais qui en ce moment rassemble sur ses épaules, frappées pendant 150 années, la pourpre, déchirée en trois morceaux, de l'unité politique de toutes les terres polonaises entre la mer Baltique et le Dniéster, nous saluons chaleureusement le jour saint de la renaissance de la Roumanie unie. »

« Nous reconnaissons entièrement les droits imprescriptibles du peuple roumain sur les territoires du Sud du Dniéster en général, et spécialement sur la Bucovine. »

« Les Polonais de Bucovine, qui dans ce pays ont donné la preuve de leur vitalité nationale, dans ce moment historique de l'union de la Bucovine avec sa glorieuse mère patrie, exprime la confiance inébranlable que le peuple roumain, tenant compte des déclarations expresses du Gouvernement actuel, accordera à la minorité polonaise la liberté de croyance catholique, le libre usage de la langue polonaise dans l'église et dans l'école, le libre établissement et le libre exercice des professions

et, enfin, une participation constitutionnelle réglée dans l'administration du pays. »

Le Congrès prend connaissance de la déclaration des Polonais avec le plus grand enthousiasme.

Le docteur Alois Lebouton lit, en langue allemande, la déclaration suivante, au nom du Conseil national des Allemands de Bucovine :

« En prévision de la réunion de la Transylvanie et du Banat à la Roumanie, et avec une entière confiance dans le programme du Gouvernement, développé par le Gouvernement provisoire du pays dans la séance du Conseil national roumain du 13 novembre 1918 et approuvé par celui-ci à l'unanimité presque entière des voix, et d'où il résulte qu'il sera tenu compte des nécessités culturelles des peuplès non roumains qui habitent dans le pays, et que seul le principe du droit et de la justice décidera en toutes circonstances, le Conseil national allemand, au nom des Allemands de Bucovine, se prononça pour la réunion de la Bucovine au royaume de Roumanie. »

Le Congrès prend aussi connaissance de la déclaration des Allemands avec le plus grand enthousiasme.

Le Président du Congrès met au vote la motion d'union qui est voté aux applaudissements sans fin du Congrès et de l'assistance.

Le Président constate que la motion d'union est approuvée à l'unanimité des voix.

Le Président clôt le Congrès à 1 heure de l'après-midi.

Le Président du Congrès :

(ss) Jancu FLONDOR.

Le Directeur du bureau présidial :

(ss) George BANCESCU.

Le Secrétaire du Congrès :

(ss) D^r RADU SBIERA.



Le 18 novembre 1918, l'Assemblée Nationale de tous les Roumains de Transylvanie, Banat entier et de Hongrie, par représentants autorisés réunis à Alba Julia (Apulum) l'ancienne capitale de la Dacie Trajane, a voté à l'unanimité l'union de ces provinces à la Mère-Patrie.

A cette union a adhéré aussi l'Assemblée Nationale des Saxons de Transylvanie réunis à Mediasch le 8 janvier 1920.

Voici l'acte en cause :

Résolution de l'Assemblée Nationale d'Alba-Julia

18 novembre/1^{er} décembre 1918

I. — L'Assemblée Nationale de tous les Roumains de Transylvanie, du Banat et de Hongrie, réunis, par leurs représentants autorisés, à Alba-Julia, le 18 novembre/1^{er} décembre 1918, décrète l'Union de ces Roumains et de tous les territoires qu'ils habitent avec la Roumanie. L'Assem-

blée Nationale proclame en particulier le droit inaliénable de la nation roumaine sur le Banat tout entier, tel qu'il est compris entre les cours du Mouresh, de la Tissa et du Danube.

II. — L'Assemblée Nationale réserve, pour les territoires indiqués ci-dessus, une autonomie provisoire jusqu'à la réunion de la Constituante élue sur la base du suffrage universel.

III. — En conséquence, comme principes fondamentaux pour la constitution du nouvel Etat Roumain, l'Assemblée Nationale proclame :

1. Liberté nationale complète pour tous les peuples cohabitant avec les Roumains. *Chaque peuple sera instruit, administré et jugé, dans sa propre langue, par des personnes prises dans son sein, et chaque peuple recevra le droit de représentation dans les corps législatifs et dans le gouvernement du pays, proportionnellement au nombre des individus qui le composent.*

2. Egalité de droits et complète liberté confessionnelle autonome pour toutes les confessions de l'Etat.

3. Institution définitive d'un régime purement démocratique sur tous les terrains de la vie publique. Suffrage universel, direct, égal, secret, par commune, et proportionnel, pour les deux sexes, à partir de 21 ans, pour la représentation dans les communes, les départements ou le Parlement.

4. Liberté absolue de presse, d'association et de réunion ; liberté de propagande pour toutes les idées humaines.

5. Réforme agraire radicale. Il sera fait un recensement de toutes les propriétés, en particulier des grandes propriétés. D'après ce recensement, en annulant les fidéi-commis et sur la base du droit de diminuer suivant les besoins les grandes propriétés (*latifundia*), la possibilité sera donnée au paysan de se créer une propriété (propriété agricole, pâturages, forêts), au moins dans une telle mesure qu'il puisse la travailler lui et sa famille. Le principe directeur de cette politique agraire est d'une part le progrès du nivellement social, d'autre part l'accroissement de la production.

6. Les travailleurs industriels sont assurés des mêmes droits et avantages qui leur sont donnés par la loi dans les Etats industriels les plus avancés de l'Occident.

IV. — L'Assemblée Nationale exprime le désir que le Congrès de la Paix crée la Société des Nations libres de telle manière que le droit et la liberté soient assurés pour toutes les nations, grandes et petites, également, et que dans l'avenir la guerre disparaisse comme moyen de régler les rapports internationaux.

V. — Les Roumains réunis dans cette Assemblée Nationale saluent leurs frères de Bucovine échappés au joug de la Monarchie austro-hongroise, et unis à leur mère patrie, la Roumanie.

VI. — L'Assemblée Nationale salue avec amour et enthousiasme la libération des nations placées jusqu'ici sous le joug dans la Monarchie austro-hongroise : nations

tchéco-slovaque, austro-allemande, yougo-slave, polonaise et ruthène, et décide que son salut sera porté à la connaissance de toutes ces nations.

VII. — L'Assemblée Nationale s'incline respectueusement devant la mémoire des braves Roumains, qui dans cette guerre ont versé leur sang pour la réalisation de notre idéal et sont morts pour la liberté et l'unité de la nation roumaine.

VIII. — L'Assemblée Nationale exprime sa satisfaction et son admiration à toutes les Puissances Alliées qui, par une lutte splendide, menée opiniâtrement contre un adversaire préparé à la guerre depuis des dizaines d'années, ont arraché la civilisation aux griffes de la barbarie.

IX. — Pour la direction ultérieure des affaires de la Nation roumaine de Transylvanie, du Banat et de Hongrie, l'Assemblée Nationale décide l'institution d'un Grand Conseil National Roumain, qui aura toute autorité pour représenter la Nation roumaine en toutes circonstances et partout, devant toutes les nations du monde, et pour prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de la Nation.

(ss) DR STEFAN C. POP,

Vice-Président de l'Assemblée Nationale

-(ss) DR. LAURENTSIN OANEA

Secrétaire de l'Assemblée Nationale

Proclamation du Conseil National Germano-Saxon

Sibiu, le 9 janvier 1919.

Au très honoré Conseil National Roumain

à Sibiu

L'Assemblée Nationale des Saxons de Transylvanie réuni à Médiasch, le 8 janvier 1919, a décidé, à l'unanimité, l'union du peuple Saxon avec le Royaume de Roumanie. Le Conseil National Germano-Saxon pour la Transylvanie à l'honneur de communiquer, au très honoré Conseil Central Roumain, le texte de la proclamation adressée à notre peuple.

A notre Peuple !

Le Comité Central Saxon augmenté, uni au Conseil National Germano-Saxon pour la Transylvanie, a pris, à Médiasch, le 8 janvier 1919, à l'unanimité, la résolution suivante :

Les événements mondiaux ont créé, pour le territoire où le peuple Saxon de Transylvanie a établi son foyer depuis près de 800 ans, une situation nouvelle. Le roi Ferdinand de Roumanie, par son décret du 27 décembre 1918, a proclamé et établi la domination roumaine sur ce territoire. Le peuple le plus nombreux de Transylvanie et des parties limitrophes de la Hongrie a décrété, dans l'Assemblée Nationale d'Alba-Julia, son union avec la Roumanie. Par l'union avec la Roumanie de la Transylvanie et des parties de la Hongrie habitées par des Roumains National Germano-Saxon pour la Transylvanie, a pris, à

sera créée une unité territoriale commune, fondée sur des bases ethnographiques.

En présence de ces faits, et avec la conviction que c'est là un événement mondial, le peuple Saxon de Transylvanie, se fondant sur le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, proclame son union avec le royaume de Roumanie et transmet au peuple Roumain son salut fraternel et ses souhaits cordiaux pour la réalisation complète de son idéal national.

Par là, le peuple Saxon de Transylvanie ne tient pas compte seulement de l'évolution historique, mais aussi des droits essentiels du peuple Roumain à s'unir et former un Etat unique, et déclare qu'il s'attend avec confiance à ce que le peuple Roumain et l'Etat Roumain, à la disposition desquels le peuple Saxon met ses vertus héréditaires, soient animés à son égard des plus hauts sentiments d'équité. Le peuple Saxon qui, pendant des siècles, a eu une administration constitutionnelle autonome dont il a été privé illégalement et en contradiction avec des assurances solennelles et légales, s'attend en outre à ce que jamais à l'avenir, il ne soit empêché d'affirmer et de développer la conscience de son unité politique et nationale, et que le nouvel Etat lui offre et lui accorde volontiers dans l'avenir tout ce qu'il considère comme indispensable pour son existence.

Il voit une garantie pour cela dans les décisions de l'Assemblée Nationale Roumaine d'Alba-Julia, où il est dit que chaque peuple sera dirigé, instruit, administré et jugé dans sa langue et par ses nationaux, et sera représenté proportionnellement tant dans les assemblées législatives

que dans le Gouvernement, qu'on lui garantira l'autonomie ecclésiastique et scolaire, et surtout le respect, juste et bienveillant, de tous les droits nationaux, politiques, économiques et culturels, de tous les peuples, et par conséquent aussi du peuple Saxon.

Le peuple Saxon approuve en outre la décision de l'Assemblée Nationale d'Alba-Julia, d'après laquelle, au Congrès de la Paix, il faudra assurer le droit et la liberté également pour les petites nations comme pour les grandes, et il voit dans cette décision une garantie durable pour la paix des peuples.

Il espère et il désire que les autres représentants du peuple allemand dans le nouvel Etat s'associent à son initiative, et il déclare qu'il s'attend à ce que les droits des autres Allemands aussi soient reconnus, ainsi que l'unité ethnique de tous les Allemands dans le nouvel Etat.

Pleinement conscient de l'importance de sa résolution, le peuple Saxon se considère dorénavant comme une partie de l'Etat Roumain; il considère ses fils et ses filles comme des citoyens de cet Etat.

Il prie Dieu de mener à bien et de bénir l'initiative pleine de responsabilités qu'il s'est senti obligé de prendre.

A Mediasch, le 8 janvier 1919.

(ss) L'Assemblée Nationale Saxonne.

Le Conseil National Germano-Saxon

pour la Transylvanie,

Dr. SCHULLERUS m. p., Président

Dr. HANS OTTO ROTH m. p., Secrétaire.

Et, enfin, le 27 novembre 1918, le Conseil National de Bessarabie, qui, par son acte d'union du 27 mars 1918 avait formulé certaines réserves d'autonomie, renonce aux conditions stipulées par l'acte suivant :

Résolution du Conseil National de Bessarabie
du 27 novembre/10 décembre 1918

A la suite de l'union avec la Roumanie, leur mère patrie, de la Bucovine, de la Transylvanie, du Banat et des territoires de Hongrie habités par des Roumains, entre les frontières du Danube et de la Tissa, le Conseil National déclare que la Bessarabie renonce aux conditions d'union stipulées dans l'acte du 27 mars, étant certaine que, dans la Roumanie de tous les Roumains, le régime purement démocratique est assuré pour l'avenir.

Le Conseil National, à la veille de la Constituante Roumaine qui sera élue au suffrage universel et résoudra la question agraire d'après les besoins et les demandes du peuple, annule les autres conditions de l'acte d'union du 27 mars, et proclame l'union sans conditions de la Bessarabie avec la Roumanie, sa mère patrie.

Le Président,
(ss) Pant. HALIPPA.

Le Secrétaire,
(ss) A. SCOBOLA.

CHAPITRE VII

La Conférence de la Paix.

La Conférence qui devrait créer le nouvel état du monde fut ouverte le 18 janvier 1919, par M. Raymond Poincaré, le Président de la République française, qui, dans son grand discours, devant les représentants des Etats participants, dans son langage viril et coloré qui a élevé tant de fois l'enthousiasme des masses, en parlant de la Roumanie, s'exprima :

« La Roumanie ne s'est résolue au combat que pour
« réaliser l'unité nationale à laquelle s'opposaient les mêmes
« puissances de contrainte et d'arbitraire. *Abandonnée, tra-*
« *hie, étranglée, elle a dû subir un traité odieux, dont vous*
« *saurez exiger la revision.* »

**

L'œuvre de la Conférence de la Paix était extrêmement difficile, car un seul homme providentiel (Wilson), devait arbitrer les intérêts multiples et complexes de toutes les nations du monde ! Quelles que soient les capacités d'un hom-

me providentiel appelé à contenter tout le monde, les chances de réussir étaient bien petites !

Malgré l'influence intéressée de certains cercles politiques et des hommes d'affaires (et qui auraient pu se passer des collaborateurs), nous croyons que cet homme fut bien intentionné. Pourtant, ironie du sort, l'arbitre de la paix n'arrive même pas à contenter ses propres concitoyens et fut désapprouvé par le Sénat américain à son retour. En Europe aussi, l'homme providentiel, après avoir été reçu comme un Messie, connut une *impopularité complète*. Jamais on n'a vu un changement de l'opinion publique mondiale, plus rapide et plus complet.



Devant la Conférence de la Paix, le premier délégué de la Roumanie, M. Bratiano, se présenta avec le traité d'alliance de la Roumanie avec les Alliés (4 août 1916) et avec les actes d'union par lesquels les provinces roumaines (par le vote des assemblées nationales), se donnaient librement à la Roumanie.

Il était si fort de son droit, qu'il refusa de faire aucune propagande, ou de traiter avec certaines personnes influentes américaines, qui avaient le désir d'obtenir des concessions importantes en Roumanie.

Le 2 février 1919, M. Bratiano exposa devant la Conférence toutes les revendications de la Roumanie et une commission fut chargée d'étudier la question roumaine. Cette commission déposa son rapport le 20 mars 1919 au Conseil

Suprême, constitué par les représentants des cinq grandes puissances.

A la même Conférence, la Roumanie démontra sa situation difficile, à cause de certaines conditions de l'armistice du 11 novembre 1918 et demanda instamment leur modification.

Par les conditions de l'armistice, l'armée roumaine a été arrêtée sur la rivière Murech, en laissant presque la moitié des territoires *habités par les Roumains* sous la domination hongroise. Les Hongrois, exaspérés de voir les Roumains se détacher de la couronne de St-Etienne, se livrèrent a des assassinats envers les chefs politiques et les prêtres roumains, pour empêcher l'union de ces territoires à la Roumanie.

Les rapports de la mission interalliée des atrocités commises dans ces territoires, ont provoqué la décision du Conseil de Guerre interallié qui permit (mars 1919) l'avance des troupes roumaines jusqu'aux frontières ethniques de la nation roumaine. Cette ligne de démarcation fut connue sous le nom de la *ligne Clemenceau* et elle est devenue par la suite à *peu de chose près*, la frontière roumaine.

Le Banat fut occupé par les Serbes, qui, après avoir essayé par tous les moyens, de gagner cette province roumaine, par la bienveillance surtout des Américains de la Conférence, ont voulu emporter tout (animaux, outils, machines) en leur retraite, quand ils furent obligés de quitter la plus grande partie de cette province.

Grand fut le désappointement des Etats comme la Roumanie, la Belgique, la Serbie, qui, après avoir souffert longuement, en arrivant devant la Conférence de Paix, qui devait rendre justice, ont appris qu'il y a des Etats avec des *intérêts illimités*, qui peuvent tout discuter, et qu'il y a des Etats avec *intérêts limités*, qui doivent écouter et se soumettre.

Plus tard on est arrivé à créer le *Conseil Suprême* (qui lui-même était arbitré par Wilson), composé des délégués des quatre grandes puissances (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie), qui, malgré l'avis des commissions techniques de la paix, dont les conclusions étaient motivées, prenait des décisions arbitraires et contraires.

De cette manière, le traité avec l'Allemagne n'a été connu par les délégués des puissances de deuxième ordre (Belgique, Roumanie, Serbie, etc.) que la veille de la transmission solennelle de ce traité aux représentants de l'Allemagne, et encore les délégués des petits Etats n'ont entendu qu'un court exposé, fait par un membre du Conseil Suprême¹⁾

Malgré la protestation des petites puissances, le procédé ne fut pas changé pour le traité avec l'Autriche, à part la formalité suivante: on a donné 24 heures aux petits Etats pour fournir leurs observations, qui d'ailleurs n'ont pas été suivies, ni prises en considération. D'ailleurs, M. Clémenceau déclara aux reproches de M. Bratiano, délégué de la Roumanie, que les membres du Conseil eux-mêmes sont arbitrés sans aucun ménagement par M. Wilson « *qui décide pour tous* ».

¹⁾ M. Bratiano, déclaration à la Chambre des Députés de Roumanie.

A cause de ce traitement et du mécontentement causé par certaines clauses, qui portaient atteinte à la souveraineté de l'Etat et à son indépendance politique et économique, les délégués roumains ont fait parvenir au président de la Conférence la note suivante :

« Paris, le 8 septembre 1919.

« Monsieur le Président,

« La délégation roumaine a l'honneur de porter à la connaissance de la Conférence de la Paix que, désirant témoigner toute sa solidarité avec les Alliés, elle est prête à signer le texte du traité présenté aux délégués autrichiens, malgré que plusieurs des justes demandes de la Roumanie aient été écartées de ce texte, mais qu'elle ne pourrait souscrire à l'article 60 de ce traité, *dont les termes actuels portent atteinte à la souveraineté de l'Etat roumain et à son indépendance politique et économique, qui sont directement mises en question.*

« La délégation roumaine a donc l'honneur de prier la Conférence de la Paix de vouloir bien admettre que la déclaration suivante soit considérée comme faisant corps avec le dit traité :

« *La délégation roumaine, en signant le traité de paix avec l'Autriche, ne peut donner son adhésion à l'article 60 de ce traité relatif aux minorités, au transit et au commerce.* »

Les délégués roumains, ayant reçu une réponse *que leurs réserves n'étaient pas admissibles*, ont déposé, pour le président de la Conférence, une seconde note plus détaillée de la part de M. Bratiano, dans laquelle celui-ci motivait les raisons pour lesquelles la Roumanie ne pouvait pas signer le traité avec l'Autriche.

Cette note est un exposé complet de tous les services rendus par la Roumanie aux Alliés, des revendications roumaines et une protestation contre les obligations imposés à la Roumanie.

Malgré l'importance de ce document, nous sommes obligés de donner seulement la partie finale :

.....

« La situation créée à la Roumanie par les décisions
« et les projets de la Conférence se résument comme il
« suit :

« L'article du projet de traité de l'Autriche, concernant
« les droits des minorités, le transti et le commerce, contient
« une obligation qui, dans sa forme, serait difficile à ad-
« mettre même par un Etat ennemi vaincu et le projet de
« traité que les grandes puissances cherchent à imposer à
« la Roumanie contient des clauses qui touchent à l'indépen-
« dance de cet Etat et le gouvernement roumain ne peut
« pas prendre connaissance de cela sans protester.

« Les stipulations contenues ne s'accordent pas avec
« l'indépendance, dont la discussion ou l'amoidrissement
« ne peut pas être admis par le gouvernement roumain, ni
« aux puissances signataires du traité de Berlin, ni de la
« part des autres grandes puissances qui n'ont pas signé ce
« traité.

« En effet, en 1916, la France, la Grande-Bretagne et
« L'Italie, reconnaissent à la Roumanie le droit de parti-
« ciper aux négociations de paix avec les ennemis, sur la
« base d'une égalité parfaite avec elles. Voici le texte de cet
« article :

« Art. VI. *La Roumanie jouira des mêmes droits que*
« *les Alliés pour tout ce qui a trait aux préliminaires, aux*
« *négociations de la paix, ainsi qu'à la discussion des ques-*
« *tions qui seront soumises aux décisions de la Conférence*
« *de la Paix.*

« En 1919, les mêmes puissances par le traité qu'elles
« négocient avec l'Autriche, prennent la décision d'obliger
« la Roumanie à recevoir toutes les clauses qu'elles trouve-
« ront sages d'imposer à la Roumanie, concernant les mino-
« rités, le travail et le commerce.

« La différence entre les deux traitements d'avant et
« d'après la guerre, est trop grande pour que le gouverne-
« ment roumain ne puisse espérer de voir, par la fin, les
« puissances reconnaître la justice de sa cause.

« Le gouvernement roumain ne peut pas concevoir que
« son action politique et militaire à côté des Alliés et d'après
« leur demande, puisse justifier une nouvelle discussion sur
« l'indépendance roumaine, 40 ans après la reconnaissance
« formelle et définitive de la part des puissances signataires
« du traité de Berlin. D'ailleurs, ces stipulations dans leurs
« conséquences pratiques, n'ajoutent rien aux droits légiti-
« mes des minorités, qui ont été assurés par la Roumanie
« le plus largement et équitablement possible.

« La délégation de la Roumanie, dans ses notes des
« 27 et 31 mai 1919, s'est déclarée prête à inscrire, dans

« le projet de traité à l'art. 5 part. III section IV, le texte
« suivant :

« *La Roumanie accorde à toutes les minorités de langue*
« *ou de religion qui habitent à l'intérieur de ses nouvelles*
« *frontières, des droits égaux à ceux dont jouissent les au-*
« *tres citoyens roumains et s'engage à recevoir aussi toutes*
« *les dispositions que les Etats, faisant partie de la Ligue*
« *des Nations, admettront sur leur propre territoire. »*

« Le gouvernement roumain espère qu'un sentiment
« d'amitié, imposée naturellement par le sang versé en com-
« mun et un sentiment de justice qui doit dominer l'œuvre
« de la Conférence, feront respecter l'indépendance d'un
« Etat libre et empêcheront de se constituer à son désavan-
« tage, les ferments des multiples agitations et des inter-
« ventions ennemies, qui se développeront fatalement et
« qui menaceront la sécurité politique et le développement
« économique de la Roumanie.

« La Conférence ne reconnaissant pas l'intégrité du
« Banat, la Roumanie se voit sans les frontières qui devaient
« garantir une existence tranquille et un développement
« économique naturel.

« Les hostilités ont cessé dans le reste de l'Europe
« depuis sept mois, tandis que la Roumanie se trouve en
« guerre avec ses voisins, les bolchevistes russes et hongrois
« et les populations non-roumaines de pays roumains, sont
« dans une agitation continuelle à cause de l'incertitude qui
« règne sur leur sort.

« Cet état de choses ne correspond pas, ni avec les
« droits qui ont été reconnus à la Roumanie par son traité
« d'alliance de 1916, dont les clauses n'ont pas été respec-
« tées, ni avec les conditions indispensables pour garantir
« la sécurité internationale et la paix interne de ce pays. A
« Budapest, où le gouvernement bolcheviste a été renversé
« par l'action militaire roumaine, loin d'avoir rencontré la
« juste reconnaissance de ce résultat si important à la cause
« commune de la paix et la collaboration amicale néces-
« saire, la Roumanie se trouve dans une situation qui encou-
« rage les hostilités contre elle et menacée de voir de nou-
« veau l'incertitude et le désordre dans ce pays à peine
« échappé à l'anarchie. Comme résultat de l'action roumaine
« à Budapest, le conseil des grandes puissances a décidé de
« cesser complètement l'envoi des matériaux militaires pro-
« mis ou dû à la Roumanie et cela malgré toutes les consé-
« quences d'ordre moral ou matériel, qu'une pareille mesure
« peut entraîner avec elle.

« Dans un sentiment de solidarité et pour témoigner
« encore une fois, la grande importance attachée au main-
« tien intact des liens avec les puissances alliées et associées,
« la délégation roumaine, dont les intérêts n'ont pas été
« suffisamment ménagés dans le traité avec l'Allemagne,
« l'a signé pourtant, sans aucune réserve.

« Le gouvernement roumain se voit, cette fois, con-
« traint à déclarer que pour les considérations ci-dessus
« montrées, il lui est absolument impossible d'adhérer à
« certaines des clauses inscrites dans le traité avec l'Autriche
« et qu'il ne peut pas le signer si le Conseil Suprême ne croit

« pas nécessaire de revenir sur les stipulations qui touchent
« la dignité et les intérêts du pays. » ;

✱

Le Conseil Suprême ne donnant aucune réponse, la délégation roumaine s'est abstenue de se faire représenter à Saint-Germain et M. Bratiano, premier délégué roumain, est parti pour Bucarest.

✱

Arrivé à Bucarest, devant l'unanimité de l'opinion publique, M. Bratiano, le président du Conseil, qui a conduit les tractations avec les Alliés et qui a fait la guerre roumaine, démissionna le 12 septembre 1919.

Voici le texte de cette démission :

« Sire,

« Après la victoire des Alliés, Votre Majesté a bien
« voulu me charger de la formation du Cabinet et me nom-
« mer premier délégué de la Roumanie à la Conférence de
« la Paix.

« J'ai reçu, avec mes collègues, cette haute et lourde
« mission, en priant Votre Majesté de m'approuver de la
« remplir seulement sur la base du traité d'alliance signé
« en 1916.

« Le Conseil Suprême des Alliés, qui a remplacé la
« Conférence de la Paix des Etats alliés, n'a pas tenu

« compte de ce traité et a décidé d'imposer à la Roumanie
« des conditions, qu'elle ne peut pas recevoir parce qu'elles
« sont incompatibles avec son honneur, son indépendance
« et ses intérêts politiques et économiques. Ceci est la con-
« viction unanime des membres du gouvernement de l'ancien
« royaume et de ceux qui représentent tous les pays unis.

« Notre traité d'alliance ayant été ainsi déconsidéré
« nous avons l'honneur de prier Votre Majesté de recevoir
« la démission du Cabinet.

« Je suis avec le plus profond respect,
Sire,

le plus dévoué et soumis de vos serviteurs

JEAN J. C. BRATIANU,

Président du Conseil des Ministres.

« 12 septembre 1919. »

La presse européenne regretta le départ de la Roumanie de la Conférence et on parla ouvertement de l'insuccès de ce pays, à cause du refus intransigeant de la Roumanie à plusieurs offres pour la concession de ses territoires pétroliers. ¹⁾

✱

Pendant les délibérations de la Conférence, la Hongrie (depuis 21 mars 1919) eut un gouvernement ²⁾ à la fois bolcheviste et nationaliste, celui de Moritz Kohn, dit *Béla Kun*, qui rêvait la révolution mondiale avec le concours de Lénine

¹⁾ Communiqué « Lyon », 12 novembre 1919.

²⁾ Bovet Grisel R. *L'opinion d'un neutre sur le bolchévisme magyar* (Berne, 1919).

et Trotzky et une Hongrie dans les frontières d'avant la guerre.

Le Conseil Suprême, au lieu de prendre les mesures nécessaires pour le désarmement de ce pays, échangeait des notes diplomatiques avec Béla-Kun et avait envoyé à Budapest le Général Smuts (le célèbre Africain).

Béla-Kun, encouragé, attaqua avec ses « *armées rouges* » la Tchéco-Slovaquie (mai 1919) et c'est seulement alors que le Conseil Suprême se décida de s'adresser à ses alliés, intéressés au maintien de l'ordre à Budapest et plus capable d'agir que le Général Smuts.

Le Conseil de Guerre interallié demanda 200.000 hommes aux puissances intéressées, mais la Serbie refusait de marcher et la Tchéco-Slovaquie n'entendait pas organiser une armée.

La Roumanie, seule, fut obligée *de tenir tête aux rouges de Moscou en Bessarabie, et aux rouges de Budapest*, qui, vers la moitié de juillet 1919, attaquèrent avec toutes leurs forces la Roumanie. Les opérations des Hongrois menées au commencement avec succès, finirent par une défaite complète et par l'entrée de l'armée roumaine à Budapest (9 août 1919).

Le gouvernement roumain formula, à cette occasion, les demandes suivantes : ¹⁾

« 1° Désarmement complet de la Hongrie, qui avait
« causé à la Roumanie d'importantes pertes militaires, dom-
« mages et désordres internes.

¹⁾ J.-J.-C. Bratiano. Déclarations Chambre des Députés, 17 décembre 1919.

« 2° La récupération des matériaux emportés par les
« Hongrois et leurs alliés, pendant l'occupation de la Rou-
« manie. Ces matériaux se trouvaient en Hongrie à cause
« de la dissolution des armées du Maréchal Mackensen.

« 3° Une frontière certaine établie le plus tôt possible
« avec la Hongrie.

« 4° Les représentants de la Roumanie participeront
« aux travaux de la Conférence de la Paix pour les condi-
« tions qui doivent être fixées sur la Hongrie actuelle. »

Aux demandes de la Roumanie, le Conseil Suprême, mal informé, au lieu de juger avec bienveillance l'action roumaine, adressa au gouvernement roumain, le 8 août 1919, la note suivante, vexatoire et blessante, pour la Roumanie :

« La Conférence de la Paix n'a jusqu'ici reçu aucune
« réponse directe du gouvernement roumain. Elle apprend
« que le gouvernement roumain refuse d'exécuter les ins-
« tructions des Généraux alliés et qu'il a empêché la publi-
« cation du télégramme adressé par le président de la Con-
« férence au gouvernement hongrois. Ils autorisent égale-
« ment leurs soldats à piller la propriété privée, réquisition-
« nent et envoient en Roumanie du bétail et du matériel
« roulant et soumettent Budapest à un blocus qui n'est pas
« nécessaire et affame la ville. Ils détruisent les voies fer-
« rées, en particulier celle qui relie Budapest à Vienne et en
« fait violent la décision de la Conférence, le droit des puis-
« sances alliées et associées et ainsi les lois élémentaires de
« l'humanité.

« Le Conseil suprême apprend en même temps que le
« gouvernement socialiste hongrois a été renversé par un

« coup d'Etat, que ses membres ont été arrêtés et qu'il a
« été remplacé par un autre gouvernement ayant à sa tête
« l'archiduc Joseph.

« La Conférence est obligée de croire que le Gouver-
« nement roumain est résolu à défier la Conférence et à se
« séparer des puissances alliées et associées. Si la Conférence
« se trompait sur ce point, elle demande au Gouvernement
« roumain de lui prouver son erreur immédiatement, non
« par des paroles mais par des actes qui démontreront pu-
« bliquement que la Roumanie accepte et est prête à exé-
« cuter de bonne foi la politique décidée par la Confé-
« rence. »

Le Gouvernement roumain explique ses faits et justifie
ses mesures dans la note suivante du 14 août 1919 :

« Le Gouvernement roumain a été surpris très vive-
« ment par la communication qu'il a reçue de la part de la
« Conférence de la Paix ; il n'a mérité ni le reproche, ni les
« accusations qu'elle contient.

« La Roumanie ne saurait braver une Conférence aux
« décisions de laquelle elle doit participer à la suite de sa
« coopération avec les Alliés dans l'œuvre de justice que la
« victoire des Alliés assure au monde, ainsi que les reven-
« dications nationales que les Roumains ont formulées avec
« précision dès la première heure de leur entente avec les
« Alliés.

« La Roumanie n'a pas fait varier ses revendications
« territoriales avec le succès de ses armées, mais elle consi-
« dère que les nouveaux efforts militaires qu'elle a été
« contrainte de faire pour repousser l'offensive hongroise

« et les services que par ses sacrifices elle a rendus à la
« cause de la civilisation lui donnent un nouveau titre pour
« réclamer son droit.

« Le Gouvernement roumain, à Budapest comme ailleurs, entend travailler d'abord avec les représentants des
« Puissances alliées. Le Commandement militaire roumain
« a reçu des ordres dans le sens de collaborer avec les missions militaires de Budapest, afin d'établir ensemble les
« mesures nécessaires pour faciliter la possibilité d'un Gouvernement hongrois qui assure l'ordre dans le pays et garantisse la sécurité des relations de paix sur la frontière roumaine.

« Dans ce même but, le Gouvernement royal a chargé son haut commissaire, M. Diamandi, de se rendre à Budapest où, grâce à l'ordre établi par la victoire de l'armée roumaine, il pourra rencontrer les représentants des Puissances alliées. La Roumanie est décidée d'agir d'accord avec la politique que la Conférence fixera dorénavant à l'égard de la Hongrie à la suite du nouvel état de choses réalisées par l'intervention de l'armée roumaine.

« En ce qui concerne l'attitude du Gouvernement et du Commandement roumain vis-à-vis de la décision de la Conférence touchant l'occupation de Budapest, on ne saurait ignorer que les troupes roumaines s'y trouvaient déjà lorsque la communication a été faite au Gouvernement royal, et que les quatre autres ne lui ont été présentées simultanément que le 9 août dans l'après-midi.

« Du reste, cette occupation qui ne comporte pas l'effusion de sang que craint la Conférence, est indispensable

« si l'on veut faire cesser l'état de choses qui n'a troublé que
« trop longtemps le centre de l'Europe. Les événements an-
« térieurs l'ont prouvé.

« Le Gouvernement roumain ne pouvait pas prévoir
« que la Conférence de la Paix considérerait encore comme
« existant l'armistice de novembre 1918 après avoir eu
« l'invitation de coopérer à une action militaire contre l'ar-
« mée hongroise. Il le pouvait d'autant moins après avoir
« été l'objet d'une offensive générale de la part de cette
« armée.

« La Roumanie ne pouvait pas croire que, après des
« combats sanglants, à la suite desquels l'armée roumaine
« a fait capituler toutes les forces organisées ennemies, elle
« n'aurait pas le droit de disposer du matériel de guerre
« dont celles-ci s'étaient servies pour l'attaquer sans être
« gênées par la situation créée par l'armistice antérieur.

« Quant aux autres réquisitions, elles n'ont été prévues
« que dans des proportions assurant, avec les besoins de la
« population, de larges dispositions d'exportation et ne com-
« promettant pas l'activité économique du pays.

« La Roumanie n'y a été obligée que par l'état d'épuisement total dans lequel l'ont laissée l'invasion allemande-
« hongroise et par le fait que c'est dans ces régions aujour-
« d'hui occupées par elle qu'à été versée une grande partie
« du butin de guerre enlevé par les armées des Puissances
« centrales. Il serait difficile de concevoir qu'on dénie à la
« Roumanie ce droit, lorsque d'autres armées alliées ont pu,
« sans aucun obstacle de la part de la Conférence, vider et
« épuiser totalement des territoires occupés qui devaient,

« après la paix, revenir non à un ancien ennemi, mais à un
« allié.

« Le Gouvernement roumain regrette que les grands
« Alliés aient pris en considération des accusations calom-
« nieuses portées par un ennemi sans scrupule. Loin d'en-
« courager le pillage, les troupes roumaines, par leur pré-
« sence même, ont rétabli l'ordre et arrêté l'anarchie et la
« dévastation. La présence des représentants des Puissances
« alliées même à Budapest, est un témoignage de cet état de
« choses.

« Le Commandement roumain, dès les premiers jours,
« a fait prendre des mesures pour approvisionner la capi-
« tale hongroise qu'il avait trouvée complètement privée de
« provisions.

« Des lignes de chemins de fer n'ont été interrompues
« que provisoirement dans l'intérêt strict de la sécurité mili-
« taire. Pour ce qui est des Gouvernements qui ont succédé
« à Bela Kuhn, ils n'ont été ni établis, ni remplacés ou
« arrêtés par les troupes roumaines.

« L'armée roumaine, qui a prouvé au milieu de toutes
« les épreuves qu'elle a eues à subir, le haut esprit qui
« l'anime et la discipline qui la gouverne, n'a jamais perdu
« de vue les devoirs que l'humanité et la civilisation lui
« imposent. L'accueil que lui fait la population en est la
« preuve éclatante dans tous les territoires occupés.

« Si l'action militaire roumaine, grâce à la conduite
« des opérations et à la vaillance des troupes s'est déve-
« loppée si rapidement, la Roumanie a conscience qu'elle a
« rendu un service éminent à l'œuvre de paix que la Confé-
« rence de la Paix poursuit. »

Le Conseil suprême répond que le Gouvernement roumain, dans la même journée, ne tenant compte que les récupérations des Roumains ne représentaient qu'une faible partie des richesses roumaines ramassées par les Hongrois pendant la guerre : *que les richesses de la Hongrie, de toute nature, sont le gage commun de toutes les puissances alliées et associées.*

Injustice profonde ! Les Allemands ont tout pris en Roumanie et, à l'armistice, *les locomotives et le bétail roumains*, se trouvaient parmi ceux qui ont été livrés aux Alliés. *Personne ne pensa, à ce moment, que les richesses de l'Allemagne étaient le gage commun de tous les Alliés, ni à la Roumanie qui manquait terriblement des moyens de transport.*

Voici cette note :

« La Conférence de la Paix, sans revenir sur un certain
« nombre* de points qui appelleraient de sa part des rectifi-
« cations, enregistre avec satisfaction la déclaration du
« Gouvernement roumain qu'il est décidé à agir d'accord
« avec la politique que la Conférence fixera à l'égard de la
« Hongrie.

« Elle interprète cette déclaration comme indiquant
« que la Roumanie, en sa qualité d'Etat participant à la
« Conférence de la Paix, a l'intention de se conformer à ses
« décisions communiquées par l'intermédiaire de la mission
« militaire déléguée à Budapest par le Conseil Suprême.

« Les directions envoyées à trois reprises par la Con-
« férence à la mission des Généraux alliés et communiquées

« à Bucarest, ont défini d'une manière détaillée et explicite
« la politique des Puissances Alliées à l'égard de la Hongrie
« dans la situation présente (désarmement des troupes hon-
« groises, maintien de l'ordre avec le minimum des troupes
« étrangères, ravitaillement de la Hongrie, abstention de
« toute immixtion dans la politique intérieure sous réserve de
« la libre expression de la volonté nationale.

« *Le Conseil Suprême insiste sur le fait qu'aucune re-
« prise définitive des matériaux de guerre, de chemin de
« fer, d'agriculture ni de bétail etc., ne peut avoir lieu ac-
« tuellement.*

« Il appartient, conformément aux principes de la
« Conférence acceptée par tous les Etats alliés et appliqués
« en particulier dans le traité avec l'Allemagne, à la réunion
« des Puissances Alliées et associées seules de déterminer
« les réparations à fournir par la Hongrie et la répartition
« entre les Etats intéressés.

« *Ni l'armée roumaine, ni le gouvernement roumain
« ne sont fondés à fixer eux-mêmes la part de la Roumanie
« des avoirs hongrois de toute nature, ceux-ci étant le gage
« commun des Puissances Alliées.*

Naturellement, le gouvernement roumain fit ce que les intérêts de la Roumanie demandaient et s'attira encore une fois les foudres du Conseil Suprême le 15 novembre 1919 par une note ultimatum dans laquelle la Roumanie était sommée d'accepter « sans réserves et sans conditions » :

- 1° A retirer ses troupes sur la frontière;
- 2° D'accepter une commission interalliée pour empêcher et contrôler les récupérations faites;
- 3° *Signer le traité de paix de St-Germain avec l'Autriche.*

Si la Roumanie n'accepte pas ces conditions, les relations diplomatiques seront rompues, la Roumanie devra se retirer définitivement de la Conférence de la Paix et les nouvelles frontières ne seront pas reconnues.

Le Conseil Suprême oubliait, *nous préférons ne pas analyser pourquoi*, les services que la Roumanie a rendus aux Alliés à un moment où son action fut sollicitée par l'appel de la France : « *Maintenant ou jamais !* » (Voir page 39).



Le gouvernement roumain, conduit par le Général Vaitoiano, formé après la démission de M. Bratiano et composé en majorité des généraux, avec la mission de faire les premières élections générales, sur la base du suffrage universel et qui devaient indiquer le nouveau gouvernement responsable de la Roumanie, répondit au Conseil Suprême le 28 novembre 1919.

Par cette réponse, le gouvernement rappelle les titres que la Roumanie s'était créés pendant la guerre, les droits qu'elle a, et l'estime qu'elle mérite de la part des Alliés; que

pour la signature du traité de St-Germain, il a déclaré depuis le 5 novembre qu'il veut le signer avec la réserve « *que la Roumanie n'entend pas, par cette signature, laisser porter une atteinte à sa souveraineté et son indépendance* » ; et que, en tout cas, le Conseil Suprême peut, par égards dus à une puissance alliée, patienter jusqu'à la constitution d'un gouvernement parlementaire qui pourra apprécier et prendre la responsabilité d'engager la Roumanie.

Après les élections générales, le gouvernement roumain, formé par M. Vaida, chargeait le général Coanda, comme délégué de la Roumanie, de signer, le 11 décembre 1919, le traité avec l'Autriche et la Bulgarie.

Enfin, le Conseil Suprême, transformé en Conseil des Ambassadeurs (mars 1920), a reconnu l'union de la Bessarabie et les Puissances Alliées sont obligées de soutenir les droits de la Roumanie, devant le futur gouvernement de la Russie.

CHAPITRE VIII

La Roumanie sortie de la Guerre et de la Conférence de la Paix.

Le gouvernement roumain de M. Bratiano, démontra aux Puissances Alliées immédiatement après le commencement de la guerre, que la Roumanie ne désire pas la conquête d'aucun territoire, qui reviendrait de par la nationalité et la libre volonté des habitants à un autre Etat, et que la Roumanie désire seulement son unité nationale et qu'en plus les provinces roumaines revendiquées d'outre-monts n'ont appartenu à l'Autriche-Hongrie que par ruse et par violence et encore *pas depuis très longtemps*.

La Bucovine, province de la Moldavie, fut arrachée en 1774 par une convention entre l'Autriche et la Turquie et le prince Ghika fut assassiné à cause de son opposition énergique. La Transylvanie, province roumaine, a eu toujours une vie indépendante et les princes transylvains étaient seulement sous la suzeraineté du roi d'Hongrie, ou de l'empereur d'Autriche et c'est seulement de 1867, dès la création de la Hongrie par François-Joseph, que la Transylvanie perdit son autonomie et fut incorporée à la Hongrie.

Enfin, la Bessarabie fut le corps même de la Moldavie de tous les temps jusqu'à 1812, 1856 et 1878, quand cette province peu à peu fut occupée par les Russes, comme prix de leurs succès sur les Turcs.

Le bloc ethnique roumain est d'une homogénéité rare et les quelques infiltrations (Hongrois, Saxons, Slaves, Juifs), sont localisées dans quelques points, ou dans des villes commerciales et sont *le dernier souci qu'on peut avoir dans la solidité du nouvel Etat roumain.*

Les cartes ethnographiques, les statistiques et les documents, qui ont été employés par la Conférence de la Paix, ont été le plus souvent ceux faits par les oppresseurs du peuple roumain, pour le bon motif que les statistiques et les cartes les plus récentes, étaient faites par eux.

Malgré le truquage ¹⁾ inhérent de ces travaux, *la justice de la cause roumaine est apparue éclatante à la Conférence de la Paix.*

Dans le traité d'alliance de la Roumanie avec les Alliés (signé le 4 août 1916), les nouvelles frontières de la Roumanie étaient prévues. La Conférence de la Paix ne pouvait pas avoir une doctrine bien suivie, elle a tenu compte quelquefois du traité, autrefois, elle a suivi le principe des nationalités, ou bien des circonstances économiques et politiques et elle a tracé les frontières de la Roumanie avec une sollicitude variable.

La question du Banat qui, à elle seule, aurait décidé M. Bratiano (signataire du traité d'alliance avec l'Entente)

¹⁾ Quel est le publiciste, même honnête, qui ne soit pas subventionné par un ministère pour de pareils travaux ?

de quitter la Conférence de la Paix, est une question aussi importante que celle de Fiume.

En Italie et en Roumanie, l'opinion publique proteste vivement contre cette partie de la finance américaine, qui envisagea la guerre *comme la plus grande affaire possible*.

Dans les cercles diplomatiques de Roumanie et d'Italie, la croyance que la sollicitude sans réserves que les Américains ont accordée à cette sympathique et malheureuse Serbie, a été en relation directe avec les concessions accordées par cet Etat aux Américains, est tellement courante que malgré la réserve imposée dans une étude politique, nous croyons devoir la signaler.

Le Banat est une unité *politique et économique* et la nature même lui a fourni des frontières géographiques indiscutables, comme le Danube, la Tisa et le Muresch, rivières de tout premier ordre, et pourtant le Conseil Suprême (dirigé par Wilson) trouva équitable de mutiler une frontière *si puissante* que le Danube, en accordant un département du Banat, parce qu'on a invoqué le principe des nationalités (199.750 Serbes contre 381,120 autres nationalités).

Nous savons, et les exemples seraient nombreux, qu'il y a des cas comme celui-là justement, où il est impardonnable de suivre *aveuglément ce principe*. Pas plus loin qu'en Serbie, notre adversaire, cette fois, de l'autre côté du Danube, le territoire entre la Mlava et le Timoc est habité par 300.000 Roumains. Ils sont marqués sur toutes les cartes ethnographiques et pourtant aucun homme politique roumain ne songe pas à revendiquer un département de la Serbie, placé de l'autre côté du Danube, et mutiler ainsi une frontière historique et millénaire.

Nous trouvons que les hommes politiques serbes eux-mêmes n'ont pas fait preuve de prévoyance, quand, oubliant les malheurs de la Serbie et une amitié, — *jamais troublée depuis dix siècles* — se sont mis en querelle en même temps avec leurs amis et leurs alliés.

Les obligations que la Roumanie avait prise dons son traité avec les Alliés (4 août 1916), de ne pas élever de fortifications en face de Belgrade, dans une zone à déterminer et à ne tenir dans cette zone que des troupes de police et d'indemniser les Serbes qui voudraient émigrer, auraient dû être bien suffisantes pour assurer la sécurité de la Serbie, amie de la Roumanie ¹⁾.

Les autres corrections imposées à la Roumanie malgré la carte annexe du traité (4 août 1916), sont peut-être des fautes dues à la célérité des travaux de la Conférence et à son exclusivisme, n'ayant pas consulté les intéressés.

Pour couvrir Belgrade d'un ami certain et millénaire, on lui a donné un département du Banat (Torontal) et du côté de la Hongrie on a laissé la frontière roumaine avec les villes Arad, Oradia, Satul Mare et la voie ferrée principale qui les unit, *non à la portée d'un canon, mais d'un simple fusil*.

Le même traité assurait à la Roumanie les bouches du Muresch comme c'était normal, étant donné que ce sera la Roumanie qui sera obligée de faire tous les travaux d'aménagement de cette rivière, qui est un important moyen de communication pour le centre du royaume de Roumanie.

¹⁾ Voir le *Traité*, article IV, partie finale, page 42.

La Conférence assura la maîtrise de ces bouches à la Hongrie, qui ne lui serviront à rien, mais cela causera un ennui énorme à la Roumanie.

**

La Conférence de la Paix a consacré l'unité nationale de la Roumanie et la réunion des pays roumains dans un seul Etat qui a une superficie totale de 298.000 km² (plus de la moitié de la France) avec une population très prolifique de 16 millions d'habitants, et qui, grâce à ses ressources et au travail de ses habitants, est appelée à devenir — *sans aucune doute* — l'Etat le plus puissant et le plus florissant de l'Europe orientale.

La Roumanie se rappelle avec reconnaissance l'appui politique de Napoléon III à la fondation de l'Etat moderne roumain, par l'union de la Moldavie et la Valachie (en 1859). La Roumanie *abandonnée et trahie* dans la guerre mondiale, n'oubliera jamais que la France lui envoya ses meilleurs fils en Moldavie pour l'aider et que, par la victoire de la France, le territoire de la Roumanie fut libéré de ses envahisseurs, et le *peuple roumain entier, cette fois, connut la joie de vivre libre.*

C'est l'appel de la France (maintenant ou jamais) qui décida l'entrée de la Roumanie en guerre et c'est la France qui donna un appui politique complet à la Roumanie à la Conférence de la Paix.

**

Mais ce qui causa une véritable consternation dans les milieux roumains et qui causa plus d'amertume que tous les mécontentements causés par la Conférence de la Paix

(autocratie de Wilson, inapplication des traités), fut la véritable guerre économique que les Alliés se sont déclarés mutuellement, avant même de quitter Paris et dont les effets désastreux sont particulièrement visibles à l'heure présente. *La crise économique, le chômage, la crise des changes*, sont les plus beaux résultats du manque de solidarité économique entre les Alliés. Et la ruine d'un Allié entraîne fatalement la ruine des autres. Aux Etats-Unis même, la crise est aussi grave qu'en Europe, en Suisse aussi et pourtant ce sont des pays qui ont un change fantastique.

Les Alliés ont jeté de l'argent par la fenêtre, quelquefois pour des expéditions lointaines et dont les bénéfices étaient bien douteux et n'en ont point trouvé pour leurs Alliés dont l'Avenir est moins douteux. Quand nous disons cela, nous pensons que le mark polonais n'a que la valeur de la vignette imprimée (15 centimes les 100 marks) et que le change roumain est descendu jusqu'à 6 fr. 50 les 100 lei.

Le grandeur de l'Allemagne ne fut pas seulement d'ordre militaire et politique après 1870, mais surtout économique et commerciale. C'est même ce développement inouï qui fut une des causes de la guerre d'expansion. C'est dans l'organisation économique du monde, que les Alliés ont eu après la guerre une attitude des plus critiquables, des moins solidaires, des plus impuissantes !

Les Alliés ont oublié qu'il ne suffit pas d'avoir gagné la guerre par les armes, mais qu'il faut encore, pendant la paix, gagner dans la lutte économique mondiale, une place honorable.

*L'Action diplomatique de la Roumanie
après la conclusion de la Paix.*

La Roumanie ayant accompli son idéal et son unité nationale est une puissance qui a l'intérêt et le désir de maintenir l'état actuel des choses, de maintenir la paix dont elle a tant besoin pour réparer tout ce que la guerre a détruit.

La Roumanie est actuellement un des plus riches pays du monde, par ses richesses agricoles, ses pétroles, le fer du Banat et de Transylvanie, l'or, les charbons, les forêts et l'industrie qu'elle possède. Les exportations en céréales, bois et pétroles, à elles seules seront suffisantes pour remettre ce pays.

Les finances roumaines seraient entièrement dépensées pour les œuvres de paix, mais si des voisins se chargeaient de troubler la paix, la Roumanie est en état de défendre sa vie contre quiconque, pouvant mettre en ligne, quand les circonstances l'obligeront, une force armée de 1½ millions d'hommes.

**

L'action diplomatique roumaine, après la Conférence de la Paix, fut éminamment pacifique, elle fut dirigée par M. Take Jonesco, ministre des Affaires Etrangères, et son but est celui de maintenir la paix dans l'Orient européen, en se basant sur les traités de Trianon (la paix avec la Hongrie) et celui de Neuilly (la paix avec la Bulgarie), par une alliance entre la Roumanie, la Serbie, la Tchéco-Slovaquie et la Pologne.

La nouvelle formation politique fut nommée, par une comparaison, la *Petite Entente*.

Par les conventions passées entre les Etats susnommés (qui ont été communiquées à la Société des Nations), intéressés à sauvegarder la paix en Orient, ils s'obligent à se consulter mutuellement sur les rapports à entretenir avec les anciens ennemis.

Une des preuves de l'efficacité de ces conventions nous l'avons vu, à l'occasion des tentatives de l'ancien empereur de l'Autriche-Hongrie Charles, de redevenir roi de la Hongrie. Il est certain que si les Hongrois ont exécuté l'obligation de ne pas recevoir Charles, c'est parce qu'ils ont compté avec la Petite Entente, qui pouvait agir promptement et non seulement sur l'opposition platonique des grandes puissances.

Nous espérons que le nouveau groupement des puissances, formé par des Etats qui connaissent l'importance de l'union et qui ont souffert ensemble des siècles, aura une efficacité plus grande, que les groupements des puissances d'avant la guerre, qui n'ont pas pu l'empêcher, entre autres peut-être aussi, parce qu'on n'a su qu'au dernier moment et trop tard, quelle serait l'attitude de toutes les puissances européennes.



La Conférence de la Paix a exprimé un vœu, a tracé un idéal en créant la Société des Nations. Les générations actuelles doivent continuer ces efforts, pour faire sortir l'humanité de la barbarie qu'est la guerre, où le droit succombe devant la force. Dans l'état actuel de l'humanité, si l'utopie sociale est encore discutable, la paix définitive semble de plus en plus réalisable.

Eviter à l'humanité le fléau d'une nouvelle guerre, dans l'état actuel de transition vers une organisation meilleure, la rendre inutile et odieuse, est le devoir le plus sacré de tous les hommes politiques. L'expérience est récente, elle prouve, même à ceux qui ont fait l'apologie de la guerre, que les peuples peuvent vivre heureux seulement dans la paix.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu :

Le Président de la thèse,

G. de LAPRADELLE

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Aperçu historique sur les Roumains.....	7
Le traité de garantie avec les puissances centrales 1883.....	16
CHAPITRE II. — La guerre mondiale	21
La neutralité armée de la Roumanie, action politique et économique	27
Les tractations pour l'entrée de la Roumanie en guerre à côté des puissances alliées	33
CHAPITRE III. — L'entrée de la Roumanie en guerre	37
CHAPITRE IV. — L'action diplomatique et militaire du Gouvernement roumain à Jassy	61
L'union de la Bessarabie avec la Roumanie	69
CHAPITRE V. — La paix de Bucarest. Les exigences de l'ennemi. La paix fut-elle valable ?	73
CHAPITRE VI. — La rentrée de la Roumanie en guerre	79
L'union des provinces roumaines à la Roumanie	84
CHAPITRE VII. — La Conférence de la Paix	99
CHAPITRE VIII. — La Roumanie sortie de la guerre et de la Conférence de la Paix	121
L'action diplomatique de la Roumanie après la conclusion de la paix	127
BIBLIOGRAPHIE	131
